



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent de la condition féminine

FEWO



NUMÉRO 035



2^e SESSION



41^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mardi 18 novembre 2014

Présidente

Mme Hélène LeBlanc

Comité permanent de la condition féminine

Le mardi 18 novembre 2014

•(0845)

[Français]

La présidente (Mme Hélène LeBlanc (LaSalle—Émard, NPD)): Bonjour à toutes et à tous. Mon BlackBerry indique qu'il est 8 h 45. Nous allons donc commencer la réunion. Nous avons un horaire bien rempli aujourd'hui et j'en suis bien heureuse.

[Traduction]

Bienvenue.

[Français]

C'est la 35^e réunion du Comité permanent de la condition féminine.

C'est notre dernière rencontre sur le leadership économique et la prospérité des Canadiennes. Sans plus tarder, je vais vous présenter les témoins qui comparaitront devant nous aujourd'hui. Je vais procéder selon l'ordre qui figure sur l'avis de convocation.

Nous recevons Mme Danièle Chouinard, qui est directrice générale de l'organisme Com'Femme; Mme Harriett McLachlan, qui est présidente du conseil d'administration de Canada sans pauvreté, et Mme Hodan Nalayeh, qui comparait à titre personnel en tant que productrice exécutive à Intégration TV. Je vous souhaite la bienvenue.

Par vidéoconférence, nous allons rejoindre Mme Jill Earthy, qui est directrice de Futurpreneur Canada pour la Colombie-Britannique et le Yukon, ainsi que Mme Fariba Pacheleh, qui est présidente de la Society for Canadian Women in Science and Technology. Je vous souhaite également la bienvenue.

Chacune d'entre vous va disposer de dix minutes pour livrer sa présentation. Ce sera suivi d'une période de questions.

Nous allons commencer par Mme Chouinard, de l'organisme Com'Femme.

Mme Danièle Chouinard (directrice générale, Com'Femme): Bonjour. Cela me fait plaisir d'être ici parmi vous ce matin.

J'aimerais d'abord décrire ce qu'est Com'Femme. Il s'agit d'un organisme à but non lucratif constitué d'un groupe de femmes. Il est basé au Québec, dans la région de la Montérégie, et ses bureaux principaux sont situés à Brossard. Il s'agit d'un organisme généraliste qui accueille les femmes de 18 ans et plus, peu importe leur situation de vie. Les questions abordées peuvent aussi bien être la participation citoyenne que l'agression sexuelle, la criminalisation ou l'allaitement. En fait, peu importe puisque toutes les sphères de la vie de la femme sont prises en compte. Évidemment, nous essayons de faire en sorte qu'il y ait des projets pour tous les beaux moments vécus à Com'Femme, en tant que centre de jour.

La Montérégie couvre un grand territoire. Nous avons plusieurs partenaires issus des contextes féminin et communautaire. On fait donc souvent appel à nous pour des questions de gouvernance, de parité et d'égalité. En me préparant pour la séance de ce matin, j'ai

tenté de déterminer ce qu'il me semblait pertinent de vous dire et en quoi consistait les grands enjeux sur notre territoire. En Montérégie, il y a un enjeu urbain et un enjeu rural. Pour Com'Femme, le fait de traiter avec des femmes qui vivent dans ces deux milieux représente déjà un grand défi. Comment peut-on parler d'équité, d'égalité et de prospérité alors que les enjeux touchant le territoire sont d'une telle importance?

Je fais aussi partie du Réseau québécois d'action pour la santé des femmes. Par l'entremise d'un projet de loi, le Québec est présentement en train de réformer le service de santé et les services sociaux, ce qui soulève des questions assez particulières quant à la santé des femmes. Comme on le sait, les femmes sont à la fois la fille, la mère, la grand-mère ou l'épouse de quelqu'un. Elles sont des aidantes naturelles, se retrouvent aussi sur le marché du travail et font partie de la gouvernance. Elles sont vraiment partout.

Il faut voir ce que représente pour une femme le réseau de la santé. Si on tient compte de son implication, que ce soit pour elle-même ou pour les autres, on comprend qu'il est assez complexe de parler de prospérité. Il est vraiment important d'étudier les enjeux liés à l'équité. J'ai pensé à tout ce qui se passait sur le territoire, notamment aux dernières recherches. Deux jeunes chercheurs ont réalisé une étude intitulée « *Pauvreté et précarité: Une approche inspirée de l'intersectionnalité* ». Il s'agit ici de reconnaître tout le monde, de façon transversale, qu'il s'agisse d'hommes ou de femmes, à toutes les phases et dans toutes les situations de leur vie, et ce, avec tous les déterminants sociaux que l'on peut imaginer.

Dans cette étude, on dit que les femmes sont de plus en plus pauvres. Qui sont les plus pauvres parmi les pauvres? Ce sont les femmes âgées qui, dans bien des cas, ont immigré au Canada. Ce sont les plus démunies, les plus défavorisées et les plus isolées. Sur notre territoire, il y a un enjeu assez important en matière d'immigration. Au cas où vous voudriez la consulter, je précise que cette étude est disponible. On y parle notamment des femmes qui arrivent au Canada, qui sont surdiplômées par rapport à nous et qui, malgré cela, se retrouvent dans un état d'isolement. Elles font face à un manque de moyens pour ce qui est de l'insertion.

Pour notre part, nous leur ouvrons tout grand nos portes et tentons de travailler avec elles afin qu'elles se fassent une place dans notre société et y connaissent la prospérité. Nous travaillons toujours dans des contextes mixtes, ce qui inclut évidemment des Canadiennes. Cette situation implique une possibilité de jumelage et de parrainage. Avec le peu de moyens dont nous disposons, nous tentons de développer le sentiment de gouvernance et d'appartenance.

•(0850)

Cinquante et un pour cent de la population est composé de femmes.

Je me pose encore la question et nous nous la posons toutes: pourquoi sommes-nous si peu représentées dans les structures économiques et de gouvernance? Certainement pas parce que nous ne le voulons pas. Je suis ici ce matin et beaucoup d'autres femmes autour de la table sont ici pour dire que nous avons notre place. Pourquoi ne pouvons-nous pas la prendre?

Je vous laisse sur cette question. J'ai hâte d'entendre les autres témoins.

Je vous remercie.

La présidente: Merci beaucoup, madame Chouinard.

J'aimerais que vous envoyiez le lien de l'étude dont vous parliez à la greffière du comité. Ainsi, nous pourrions le transmettre à tous les membres du comité.

Je vous remercie beaucoup de votre témoignage.

Madame McLachlan, vous avez 10 minutes pour faire votre présentation.

Mme Harriett McLachlan (présidente, Conseil d'administration, Canada sans pauvreté) Merci, madame la présidente.

[Traduction]

Je vous remercie de me donner l'occasion de m'adresser à vous aujourd'hui. Mon nom est Harriett McLachlan. Je suis la présidente du conseil d'administration de Canada sans pauvreté, un organisme de bienfaisance non partisan ayant été fondé en 1971 et réunissant des représentants de partout au pays qui ont connu la pauvreté.

Je suis ici aujourd'hui pour vous parler de mes expériences professionnelles et personnelles en matière de leadership au féminin et de prospérité économique.

Je possède une maîtrise en service social de l'Université Carleton. J'ai travaillé pendant plus de 20 ans dans le secteur du développement des collectivités sans but lucratif. J'ai été directrice d'un organisme local, et j'ai occupé d'autres postes de direction dans le secteur communautaire.

J'ai participé à bien des projets passionnants. J'ai notamment joué un rôle déterminant dans la transformation de Benny Farm, un projet ayant permis la transformation de vieux logements abandonnés et délabrés — qui avaient été construits à l'origine pour d'anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale — en une combinaison de logements sociaux et privés rénovés et nouvellement construits, ce qui forme maintenant une communauté dynamique.

Quand on parle du leadership des femmes et de la prospérité économique, je pense aux écarts sur le plan des salaires, des régimes de santé et des conditions de travail, surtout dans le secteur sans but lucratif. Lorsque j'étais directrice, je me souviens très bien avoir vérifié les écarts de salaire entre un travailleur social du secteur sans but lucratif et nos homologues des hôpitaux et des CLSC, qui sont les organismes de santé et de services sociaux du Québec relevant du ministère de la Santé. La différence annuelle était de 20 000 \$ par rapport aux travailleurs des CLSC, et de 30 000 \$ dans le cas des hôpitaux. Je parle bien des détenteurs d'un simple baccalauréat en travail social, et non pas de ceux comme moi qui occupaient un poste de direction.

Il m'est souvent arrivé de travailler 70 ou 80 heures par semaine — je suis certaine que vous pouvez en témoigner — pour accomplir les tâches de base, puisqu'il n'y avait pas suffisamment d'argent pour embaucher plus de ressources. C'était tout un contraste par rapport à mes confrères des hôpitaux et des CLSC, qui travaillaient 40 heures par semaine, sans compter l'assurance-emploi et les régimes de soins médicaux, de soins dentaires et de retraite,

auxquels je n'avais pas droit. Ces différences laissent entendre que mon travail de directrice du secteur sans but lucratif était moins valorisé.

Comme bon nombre d'entre nous le savent déjà, j'ajouterais que la majeure partie des emplois du secteur sans but lucratif sont occupés par des femmes. Compte tenu de cette réalité, nous sommes en train de créer tout un groupe de femmes pauvres qui n'auront droit à aucune prestation de retraite en raison de leur environnement de travail. C'est la réalité du secteur.

J'ai travaillé avec d'autres femmes qui gagnaient moins que moi, qui n'avaient pas suffisamment d'argent pour manger, et qui vivaient dans leur voiture pendant cinq mois. Je prenais l'initiative de leur donner accès aux services mêmes que j'offrais à la collectivité. Ces cas n'ont rien d'exceptionnel. Ce qui l'est, c'est que nous vivions dans un pays riche, et qu'il arrive pourtant couramment que des femmes du secteur n'arrivent pas à joindre les deux bouts.

Je suis depuis 15 ans une conférencière régulière pour le programme technique de service social du Collège Dawson, à Montréal. Dans une partie de ma présentation aux étudiants, je décris l'organigramme du ministère et du réseau de services sociaux. Ce que je trouve intéressant et déplorable, c'est que les CLSC et les organismes communautaires sont présentés comme étant sur un pied d'égalité, alors que ce n'est pas le cas des salaires et des conditions de travail.

Je dois aussi dire que le fédéral finance bien peu les initiatives, les projets et le développement communautaires. Le gouvernement fédéral doit jouer un plus grand rôle au sein des collectivités.

Je me souviens qu'Industrie Canada ait pris l'initiative de mettre du matériel informatique à la disposition du public afin que des gens de partout au Canada aient accès à Internet, surtout ceux qui n'avaient pas les moyens d'acheter un ordinateur eux-mêmes. Ce n'est qu'un petit exemple.

Voilà donc ce que je voulais dire à propos de mon expérience professionnelle. Parlons maintenant de mon expérience personnelle.

Je veux que vous sachiez que j'ai vécu dans la pauvreté pendant 34 ans, même si j'étais directrice et que je détenais une maîtrise. Il y a eu bien des périodes difficiles pendant ces années où je ne mangeais pas. Je n'avais pas les moyens d'acheter de la nourriture, ou encore, je laissais mes enfants manger à ma place. Je devais faire un choix difficile entre la nourriture, le loyer ou le paiement de ma facture d'électricité ou de chauffage.

Pendant plus de 10 ans, j'ai vécu dans des conditions de vie déplorables, avec des rats d'égout dans mon espace, et même dans le lit de mes enfants.

● (0855)

Je n'ai jamais eu de chambre à coucher; je dormais plutôt sur le canapé, dans le salon. Je ne pouvais pas me permettre de payer un logement plus grand.

Je veux que vous sachiez que la pauvreté m'a coûté cher et a sérieusement ébranlé ma santé physique et mentale. L'effet de la pauvreté, des salaires misérables et des mauvaises conditions de travail a abrégé ma carrière. À l'âge de 50 ans, je n'arrivais plus à soutenir les exigences de la pauvreté en travaillant comme professionnelle sous-payée. J'avais pourtant imaginé travailler dans mon domaine jusqu'à la retraite, encore 15 bonnes années ou plus, mais sans régime de retraite. C'est une perte de capital humain. Je suis l'exemple même du leadership sans prospérité économique.

J'ai toujours trouvé étonnant de travailler comme professionnelle pour aider les autres à trouver un meilleur logement et à s'assurer une sécurité alimentaire, et de lancer d'autres projets et programmes dans le but de répondre à leurs besoins de base, alors que j'étais moi-même si désespérément dans le besoin. Qu'est-ce qui aurait pu changer la donne pour moi, et pour bien d'autres dans la même situation? Tout d'abord, peut-être que de meilleures normes du travail seraient utiles. Ça aurait également pu être de meilleurs logements, qui soient abordables et accessibles. Avec ces deux éléments, et même un seul, j'aurais pu poursuivre ma carrière plutôt que de porter ma perte comme je le fais maintenant.

Ce qui fait cruellement défaut au Canada, c'est un plan national de lutte contre la pauvreté, qui comprendrait une stratégie nationale en matière d'habitation et des mesures relatives à la sécurité alimentaire. Il nous faut une stratégie qui impose des normes nationales et permette la collaboration entre les différentes instances gouvernementales et les secteurs de la société civile. Par exemple, une stratégie en matière d'habitation doit être complète et accompagnée d'objectifs quantifiables et d'échéanciers. Elle ne doit pas regrouper des mesures disparates et des projets ici et là, avec des responsables qui se croiseraient les bras en se vantant de leurs accomplissements. La stratégie doit aller beaucoup plus loin. Elle doit favoriser la collaboration et être exhaustive pour éviter que des gens comme moi et bien d'autres ne doivent vivre avec des rats.

Benny Farm est un excellent exemple à ce chapitre. On y retrouve un projet domiciliaire pour les personnes âgées qui leur permet de rester chez eux le plus longtemps possible. Il y a aussi un projet pour les jeunes mères seules qui sont laissées à elles-mêmes pour la première fois. On y retrouve des logements subventionnés pour les mères seules qui veulent obtenir un diplôme postsecondaire. Il s'agit du Projet Chance, qui réussit dans 99 % des cas à aider les femmes à se sortir de la pauvreté et à entreprendre une carrière professionnelle pouvant assurer une prospérité économique à leur famille et à elles.

L'autre chose qui me plaît à propos de Benny Farm, c'est qu'on a créé une communauté mixte regroupant différents projets d'habitation. On y trouve des coopératives, des locations pour acheter et des condos traditionnels à acheter. Cet ensemble a donné lieu à une communauté mixte et dynamique. Il a fallu un effort de collaboration, et c'est pourquoi j'insiste sur ce point. Une stratégie nationale en matière d'habitation nécessite la collaboration de toutes les instances gouvernementales et de tous les secteurs de la société. Pour que Benny Farm soit possible, il a fallu une collaboration entre la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la ville de Montréal, la Société d'habitation du Québec et des organismes communautaires. C'est une réussite, et c'est très faisable.

La Société immobilière du Canada, ou SIC, a organisé une table ronde afin de discuter de la façon d'y arriver — c'est simple — en réunissant ces intervenants et d'autres aussi dans le but de fixer ensemble des objectifs quantifiables et des échéanciers. Voilà un exemple. Il peut y en avoir bien d'autres s'il y a une collaboration au pays.

Comme vous le savez bien, le Canada est le seul pays du G8 n'ayant aucune stratégie nationale en matière d'habitation. Or, nous avons désespérément besoin d'une stratégie semblable pour les gens comme moi et pour les 4,4 millions d'autres Canadiens qui vivent dans la pauvreté. Le gouvernement fédéral a la responsabilité de créer des cadres réglementaires et des lois, et doit impérativement le faire puisque notre pays, nous nous en souvenons bien, a ratifié en 1976 le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

● (0900)

Ce qui me surprend aussi, c'est que nous vivons dans un pays riche, mais que ma situation personnelle et professionnelle soit plutôt digne d'un pays beaucoup plus pauvre et dysfonctionnel. Selon nos priorités, il semble que nous dépensons 5 à 6 % de notre PIB à lutter contre la pauvreté au pays. Un pays riche ferait en sorte que ses femmes aient ce qu'il faut pour réussir leur carrière, et qu'elles n'aient pas à se démener dans des conditions d'habitation déplorables et d'autres situations désespérées. Lorsque nous nous penchons sur le leadership des femmes et la prospérité économique, il est évident que nous devons nous fixer des priorités plus judicieuses.

Merci.

[Français]

La présidente: Merci beaucoup.

Je cède maintenant la parole à Mme Hodan Nalayeh, productrice exécutive à Integration TV.

[Traduction]

Mme Hodan Nalayeh (productrice exécutive, Integration TV, à titre personnel): Bonjour. Je vous remercie de l'invitation.

Mon nom est Hodan Nalayeh, et je suis une femme entrepreneure, journaliste, productrice indépendante d'émissions de télévision et animatrice à la télévision. En fait, je suis la première femme somalienne au monde à posséder une entreprise médiatique.

J'ai créé et réalisé Integration TV, la toute première émission de télévision sur la communauté somalienne au Canada. Integration TV raconte des histoires positives sur notre belle communauté pour que les Canadiens puissent la découvrir.

Nous sommes arrivés au Canada il y a 30 ans après avoir quitté une Somalie déchirée par la guerre. Nous offrons la première émission de télévision de langue anglaise au monde qui s'adresse aux Somaliens. Les Nations Unies m'ont récemment invitée au Pays de Galles en compagnie de 25 autres journalistes somaliens de partout dans le monde afin de discuter de la façon de raconter les histoires du peuple somalien.

Ce que je veux vous dire ce matin, c'est que les femmes ont besoin de soutien, surtout celles qui viennent de milieux minoritaires. Même si nous savons, grâce aux données, que les femmes gagnent en moyenne 81 ¢ pour chaque dollar gagné par un homme, les femmes des milieux minoritaires font encore moins d'argent. Selon le Centre canadien de politiques alternatives, les travailleurs appartenant aux minorités visibles qui détiennent un diplôme universitaire gagnent 20 % de moins que leurs homologues non membres de ces communautés. Dans le secteur public, l'écart salarial est de 12 %. Cette information vient d'être publiée le mois dernier à la suite d'une étude.

Même si je suis née en Somalie, mon père, qui était diplomate, a emmené notre famille au Canada alors que j'avais six ans. On nous a appris dès le plus jeune âge que nous pouvions faire n'importe quoi, mais j'ai rencontré des obstacles, tout comme les membres de ma famille, mes amis et ma communauté — des barrières à l'intégration, un manque de compréhension à l'égard de notre culture et de notre religion, un manque d'acceptation, et une absence de soutien pour l'inscription à l'université et au collège.

Vous devez comprendre que l'arrivée de notre communauté au Canada est encore récente. Bon nombre de nos parents sont d'anciens diplomates. Ils sont des médecins et des chercheurs, mais ont dû accepter n'importe quel emploi pour faire vivre leur famille. Par conséquent, il ne reste souvent pas assez d'argent pour l'éducation. Il y a d'autres obstacles, comme le manque de soutien pour passer des études supérieures à un emploi valorisant, et pour accéder à des postes qui correspondent à notre formation.

À l'école, on ne m'a jamais appris qu'il était possible de devenir entrepreneur. On ne m'a jamais montré les compétences nécessaires pour y arriver. Il faudrait donc tendre la main aux étudiants tôt. Par conséquent, ma première recommandation serait d'intégrer l'entrepreneuriat et les compétences afférentes au programme d'enseignement. Pourquoi ne pas organiser des compétitions nationales?

Notre communauté possède un fort esprit d'entrepreneuriat. Après tout, nous avons survécu à deux décennies de guerre civile et fondé certaines des plus grandes sociétés d'Afrique. Mais ce qui a été difficile au Canada, c'est d'intégrer nos entreprises à l'ensemble de la société, à l'extérieur de notre milieu. Un des plus grands défis est le manque d'aide financière aux petites entreprises. Ma deuxième recommandation serait donc d'offrir plus de subventions adaptées aux besoins des communautés minoritaires.

Permettez-moi de vous expliquer une chose. Bien des Somaliens et membres de communautés musulmanes, de façon plus générale, hésitent à demander un prêt en raison des intérêts. Puisque le versement d'intérêts va à l'encontre de la foi islamique, pourrait-on trouver une autre façon novatrice de procéder? Ma troisième recommandation serait de tendre la main à la communauté dans le but d'aider les entreprises et d'informer les gens des exigences du Canada, du type de financement possible et de la façon de l'obtenir.

Les femmes des communautés somaliennes sont souvent propriétaires de salons de coiffure, de restaurants et de magasins de vêtements traditionnels. Bon nombre d'entre elles sont chefs de famille monoparentale. Comment pouvons-nous aider ces femmes fortes à prendre soin de leurs enfants, à gérer une entreprise et à réussir? Les femmes ont besoin d'une formation financière et d'information sur la façon de faire grandir leur entreprise. Ma quatrième recommandation serait donc d'inviter le gouvernement à écouter la communauté organisant des tables rondes pour apprendre directement quels sont ses besoins.

Je crois savoir que vous avez organisé des tables rondes d'un bout à l'autre du pays. Combien d'entre elles étaient axées sur les communautés minoritaires? Y a-t-il eu une table ronde pour la communauté somalienne?

Nous savons tous qu'il est possible de changer une communauté en aidant ses femmes à réussir.

● (0905)

Permettez-moi de vous raconter brièvement une partie de mon histoire. J'ai travaillé dans le secteur bancaire pendant sept ans. Après avoir eu affaire à bien des petits entrepreneurs, je savais que la seule façon d'améliorer le sort de ma famille était de créer ma propre entreprise. Je suis donc retournée sur les bancs d'école à l'âge de 37 ans pour apprendre un nouveau métier: les arts télévisuels. C'était vraiment effrayant. J'étais nouvellement mère de deux enfants de moins de quatre ans, et je retournais à l'école.

Les frais de scolarité étaient importants, et j'avais une hypothèque à payer. Je n'avais personne pour veiller sur mes enfants ni aucune subvention ou prêt, et je devais pourtant passer de longues heures à travailler. Après avoir obtenu mon diplôme, il m'était impossible de trouver un emploi dans le domaine télévisuel. J'ai donc créé mon

propre travail plutôt que de chercher une personne pour m'embaucher.

Mais c'était loin d'être facile. Démarrer une entreprise coûte cher, et il n'y avait aucun financement possible. Mais puisque j'avais les compétences nécessaires en affaires, j'ai entrepris d'amasser les fonds dont j'avais besoin pour payer les frais de démarrage. J'ai donc financé 26 épisodes d'Integration TV, qui ont été diffusés sur City TV, à Toronto, et dans le reste du Canada aussi. Les épisodes se trouvent maintenant sur YouTube et comptent plus de 400 000 visionnements.

Mais j'ai encore des difficultés. J'ai fait mes recherches sur le financement, et il semble que je ne sois pas admissible parce que les réseaux veulent des programmes dont le contenu est assez général pour toucher tous les Canadiens. Et pour avoir droit aux fonds pour le multiculturalisme, l'émission doit être réalisée dans la langue de la culture en question, soit le somali dans notre cas.

Nous sommes de fiers Canadiens. La deuxième génération de Somaliens ne parle que l'anglais ou comprend à peine la langue somalienne. Même si nous sommes plus de 200 000 au Canada, 80 % d'entre nous ont moins de 30 ans. En outre, mon objectif a toujours été de célébrer la diversité du Canada; l'émission devait être réalisée en anglais pour que les Canadiens apprennent à connaître leurs concitoyens d'origine somalienne.

Ma cinquième recommandation serait donc de revoir les subventions accordées aux médias. Il faut s'assurer qu'elles répondent bel et bien aux besoins de tous les Canadiens, y compris ceux qui appartiennent aux différentes communautés. J'ai utilisé la télévision pour sensibiliser le public et lui faire connaître la communauté somalienne au Canada. J'aimerais que les médias aient un meilleur accès, que la diversité des voix soit encouragée au Canada, et qu'on soutienne mieux les entreprises en démarrage et en croissance au sein des différentes communautés.

Le peuple somalien est fort et résilient; nous réussissons au Canada, et continuerons à réussir.

Ma dernière recommandation au comité, c'est que le gouvernement ouvre non seulement un dialogue sur l'entrepreneuriat avec la communauté canadienne d'origine somalienne, mais aussi un véritable dialogue visant à faire tomber les barrières. Les Canadiens d'origine somalienne ne souhaitent pas discuter seulement de criminalité et d'immigration. Nous sommes de fiers Canadiens et, tout comme vous, nous voulons que nos enfants réussissent à l'école, sur le marché du travail, en affaires et au sein de la société canadienne.

Merci.

● (0910)

[Français]

La présidente: Je vous remercie beaucoup de ce beau témoignage.

Je cède maintenant la parole à Mme Jill Eathy, de Futurpreneur Canada.

Vous avez la parole pour 10 minutes.

● (0915)

[Traduction]

Mme Jill Eathy (directrice, Colombie-Britannique et Yukon, Futurpreneur Canada): Merci, madame la présidente.

Bonjour. Mon nom est Jill Eathy, et je suis la directrice régionale de Futurpreneur Canada pour la Colombie-Britannique et le Yukon, le seul organisme national sans but lucratif qui aide les jeunes entrepreneurs canadiens à lancer des entreprises prospères. Je suis également coprésidente et cofondatrice de WEB Alliance, un regroupement de plus de 25 réseaux pour femmes d'affaires en Colombie-Britannique, et l'ancienne directrice générale du Forum for Women Entrepreneurs.

Je siège aussi au conseil d'administration du Women's Enterprise Centre ici même, en Colombie-Britannique, et à l'Université Simon Fraser. J'ai à coeur de soutenir l'entrepreneuriat et les femmes en affaires, compte tenu des retombées économiques qui en découlent.

Je vous remercie de me donner l'occasion de comparaître devant vous. Avant de parler de la collaboration qu'on observe en Colombie-Britannique visant à mieux soutenir les femmes en affaires, et plus particulièrement des résultats de l'événement récent organisé par le forum économique de la Colombie-Britannique qui portait sur le rôle des femmes en tant que catalyseurs de croissance, j'aimerais dire quelques mots sur Futurpreneur Canada et sur le travail important que nous réalisons pour venir en aide aux jeunes entrepreneurs et aux femmes entrepreneures, puisque les deux sujets sont étroitement liés.

Pour ceux d'entre vous qui ne connaissent pas Futurpreneur Canada, nous aidons les entrepreneurs de 18 à 39 ans n'ayant ni sécurité d'emploi et ni expérience à lancer leur entreprise et à la faire croître. Nous y parvenons à l'aide de prêts d'un maximum de 45 000 \$ qui sont accordés par Futurpreneur Canada et la Banque de développement du Canada, ou BDC. Nous attribuons ces prêts en fonction de la cause, et non pas d'une garantie, et en fonction de la rigueur de l'analyse de rentabilisation du jeune. Nous jumelons également les jeunes avec des mentors bénévoles, qui sont plus de 2 800 partout au Canada.

En outre, nous offrons un programme de mentorat indépendant du nom de MoMENTum pour aider les jeunes qui n'auraient pas besoin de financement. Et bien sûr, nous leur offrons des ressources en affaires, des services de consultation et des réseaux pour les aider à s'y retrouver au cours des premières années suivant le lancement. Nous aidons également les nouveaux immigrants et les anciens militaires. Toutes ces mesures donnent aux jeunes entrepreneurs la confiance, les compétences, les fonds et les contacts dont ils ont besoin pour réussir en affaires.

Depuis notre création en 1996, nous avons investi dans 6 740 entrepreneurs canadiens; l'année dernière seulement, nous avons contribué au lancement de 800 nouvelles entreprises, soit près de 40 % de plus que l'année précédente. Ces entreprises ont créé 26 000 emplois et entraîné des recettes fiscales de 191 millions de dollars. En plus, nous avons constaté une augmentation importante du nombre des femmes entrepreneures ayant profité des services de Futurpreneur Canada au cours des cinq dernières années.

Ces données correspondent aux résultats des recherches que Global Entrepreneurship Monitor a menées récemment, qui démontrent que le ratio entre les femmes et les hommes entrepreneurs au Canada s'est amélioré depuis 2002, passant de deux hommes pour une femme à trois hommes pour deux femmes. L'année dernière, nous avons aidé 353 jeunes femmes, ce qui représente plus de 40 % de notre clientèle. En Colombie-Britannique, 44 % des clients que nous avons servis étaient des femmes. Nous les avons aidées à démarrer des entreprises dans toutes sortes de secteurs, y compris des domaines non traditionnels tels que les métiers spécialisés. Nous avons pu poursuivre cette lancée et offrir à un nombre grandissant de

jeunes aspirant à devenir entrepreneurs les investissements et les programmes dont ils ont besoin pour lancer leur entreprise.

Afin que le gouvernement du Canada nous aide à répondre à la demande croissante pour les services de Futurpreneur Canada et à augmenter chaque année de 10 % le nombre d'entreprises lancées par des jeunes, nous lui avons respectueusement demandé, par l'intermédiaire d'Industrie Canada, une contribution de 37,5 millions de dollars sur cinq ans dans le but d'appuyer notre programme de démarrage complet, et 2 millions de dollars de plus visant à élargir la portée de notre programme de mentorat indépendant, de façon à cibler plus particulièrement les femmes entrepreneures. Il s'agit d'une contribution annuelle réduite, mais Futurpreneur propose de faire mieux avec moins.

Nous aidons actuellement 2 à 3 % du marché potentiel de jeunes entrepreneurs, un résultat que nous avons pour objectif de doubler au cours des cinq prochaines années. Grâce à l'aide demandée au gouvernement, 5 600 jeunes profiteront de notre programme de démarrage complet, et 2 000 autres personnes, de MoMENTum, notre programme de mentorat indépendant dont la portée est étendue.

Le programme de mentorat de renommée internationale de Futurpreneur Canada est vraiment unique en son genre. D'après un rapport de l'Université Ryerson publié en 2014, des recherches ont démontré qu'une nouvelle entreprise a 77 % de chance de survivre à sa première année au Canada, seulement 36 % de chance de survivre aux cinq premières, et moins de 20 % de chance de survivre à la première décennie. Or, le taux de survie sur cinq ans des entrepreneurs de Futurpreneur se situe entre 50 et 60 %, alors que son taux de remboursement est de 80 à 90 %. Nous croyons que ces résultats sont attribuables à la force de notre programme de mentorat et à nos ressources exhaustives à l'intention des entreprises. Nous avons déjà prouvé que nous stimulons la croissance économique en appuyant les nouveaux entrepreneurs et leur entreprise en expansion.

Grâce à mon rôle, je suis également en mesure de prendre part au travail de collaboration avant-gardiste qui se poursuit en Colombie-Britannique, qui vise à formuler des solutions et des recommandations pour mieux aider les femmes en affaires et stimuler la croissance économique. Au cours des six dernières années, les représentantes de plus de 25 réseaux pour femmes d'affaires — y compris des groupes déterminés à aider les femmes de professions libérales, les femmes entrepreneures, les femmes des secteurs de la finance, du droit et des mines, les femmes comme ma consœur Fariba ici présente, de la Société des Canadiennes dans la science et la technologie, et j'en passe — se sont réunies afin de mettre en commun leurs idées et d'examiner des façons de tirer parti des ressources de façon à rejoindre et à appuyer un plus grand nombre de femmes, et afin de collaborer dans le cadre d'événements et de projets axés sur les avantages économiques du soutien des femmes.

Ce regroupement porte le nom de WEB Alliance et représente aujourd'hui plus de 10 000 femmes de la vallée du bas Fraser. Il est en train de prendre de l'ampleur vers d'autres régions de la province. Je suis fière d'avoir cofondé l'alliance et de la coprésider aux côtés de Laurel Douglas, directrice générale du Women's Enterprise Centre de la Colombie-Britannique. En février 2013, les représentantes de la WEB Alliance ont eu la chance de rencontrer notre première ministre, l'honorable Christy Clark, et de lui proposer la création d'un conseil économique pour les femmes sous sa gouverne. Ce devait être un lieu d'échange au sein du gouvernement provincial visant à influencer les politiques et à trouver des façons de stimuler la croissance économique en aidant les femmes en affaires. Nous étions ravies lorsque la première ministre a annoncé en février dernier la création d'un tel conseil, qui regroupe 16 femmes d'un peu partout dans la province appartenant à différents secteurs et occupant divers rôles.

Compte tenu de la création de ce conseil, la WEB Alliance a saisi l'occasion pour réunir un grand nombre de dirigeants communautaires et de personnes d'influence de partout dans la province dans le cadre d'un forum de travail. L'objectif était de formuler des solutions et des recommandations réalistes — un plan d'action, autrement dit — qui seront présentées à toutes les instances gouvernementales, aux entreprises et aux organisations, et d'assigner des tâches claires aux participants.

Les enjeux sont clairs et sont justifiés, mais nous trouvons que nous n'avions pas l'occasion de mettre en commun nos pratiques exemplaires, de lancer de nouvelles idées et d'accroître la sensibilisation et la reddition de comptes sur le sujet. Un document préparatoire sur les recherches capitales a été distribué à l'avance à tous les participants pour nous assurer de baser nos travaux sur ces recherches plutôt que de simplement passer en revue ce qui a déjà été fait. Je vous le ferai parvenir avec plaisir.

On nous a dit que c'était la première fois au Canada qu'un groupe de personnes aussi diversifié se réunissait à un endroit pour traiter de ces trois sujets: comment préparer les femmes à des postes de cadres supérieurs, plus particulièrement au sein de conseils d'administration et de la direction; comment former des femmes chefs d'entreprise, tout en inspirant les femmes à devenir entrepreneures et en s'attardant à la façon de faire prospérer une entreprise; et comment stimuler la carrière des femmes dans les secteurs non traditionnels et émergents, y compris des domaines tels que les métiers, la science, la technologie de pointe et le gaz naturel liquéfié. Quelque 450 participantes ont consacré la journée à un de ces trois volets, suivant un modèle dirigé, afin de trouver des solutions. Nous avons été honorées que la ministre Leitch participe aux activités et prononce quelques observations liminaires aux côtés de la première ministre Clark, de la ministre Bond et de la ministre Yamamoto, et d'Alex Johnston, directeur exécutif de Catalyst Canada.

Nous sommes en train de préparer un rapport exhaustif sous forme de plan d'action que nous divulguerons au cours des prochains mois. C'est avec plaisir que nous vous le présenterons en 2015. Les recommandations préliminaires portent notamment sur le besoin de mobiliser les hommes. Le fait que la totalité des billets du forum économique a été vendue longtemps à l'avance témoigne de l'intérêt marqué pour le sujet, mais il manquait la voix des hommes dans la salle. Mobiliser les hommes pour qu'ils participent et contribuent à la discussion est essentiel au changement.

• (0920)

Nous allons sous peu vous faire part d'un certain nombre de recommandations pour la suite des choses.

À propos de la nécessité d'accroître le dialogue et la reddition de comptes pour que nous fassions tous notre contribution, en tant que personnes et responsables, le projet de loi à l'étude en Ontario, qui porte sur les explications et la conformité des conseils d'administration, constitue un bon exemple. Le simple fait d'explorer cette avenue sensibilise davantage la population à la question partout au pays...

La présidente: Puisqu'il ne vous reste qu'une minute, madame Earthy, je vous demanderais de résumer brièvement.

Mme Jill Earthy: D'accord, je vais résumer.

L'événement qui portait sur le rôle des femmes en tant que catalyseurs de croissance dans le cadre du Forum économique de la Colombie-Britannique a été un grand effort de collaboration en partenariat avec bien des organisations qui a donné des résultats incroyables. Il a démontré l'importance de réunir des groupes diversifiés pour résoudre le problème. Nous avons maintenant 450 ambassadeurs dévoués à la cause. Nous voulons que l'événement serve de modèle pour d'autres régions du Canada.

Je tiens également à souligner que la WEB Alliance est une ressource à laquelle vous avez tous accès. Nous voulons collaborer avec le gouvernement. Si vous souhaitez recueillir des commentaires sur certains enjeux et entendre la voix collective d'un groupe diversifié de femmes, faites appel à ce réseau pour accéder à l'information.

Je tiens également à souligner que la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat a lieu cette semaine, et que Futurpreneur Canada en est l'hôte au Canada.

Pour conclure, la prochaine étape est de passer à l'action. Le moment est venu de changer les choses. Nous devons investir dans les occasions qui se présentent. Il faut soutenir les programmes actuels comme Futurpreneur Canada, et miser sur les nouvelles solutions et les plans d'action entourant les personnes, les entreprises et toutes les instances gouvernementales, au moyen d'initiatives de collaboration constructives qui incluent les hommes. C'est votre soutien à ces initiatives partout au pays qui permettra d'amorcer le virage afin que le Canada puisse véritablement atteindre son plein potentiel économique.

Aider les femmes en affaires n'est pas qu'une histoire de femmes: c'est un véritable débouché économique.

Merci.

[Français]

La présidente: Merci beaucoup, madame Earthy.

Nous passons maintenant à Mme Pacheleh. Vous disposez de 10 minutes pour faire votre présentation.

Vous avez la parole.

[Traduction]

Mme Fariba Pacheleh (présidente, Société des canadiennes dans la science et la technologie): Merci. Madame la présidente, mesdames et monsieur les membres du comité, bonjour.

Je m'appelle Fariba Pacheleh, et je suis ingénieure et présidente actuelle de la Société des Canadiennes dans la science et la technologie, ou SCST.

Au cours des 30 dernières années, la SCST a soutenu les femmes et leur a donné des moyens d'agir dans les domaines des sciences, de la technologie, des mathématiques et de l'ingénierie, ou STIM. Nous savons qu'un changement est nécessaire pour les femmes, puisqu'elles portent la moitié du ciel, comme le dit un vieux proverbe chinois.

De nombreux articles expliquent bien les questions d'inégalité et leurs origines, notamment: le rapport *Why So Few?* publié en 2010, qui énonce les barrières systémiques que les femmes rencontrent dans le milieu scientifique; l'article du Women in Engineering and Geoscience Task Force de la Colombie-Britannique, qui porte sur l'inégalité constante entre les sexes dans les professions d'ingénierie et de géoscience; le *Harvard Business Review* de septembre 2013, qui portait sur les femmes en général et s'intitulait « Women Rising: The Unseen Barriers »; et bien d'autres.

Ces études et articles expliquent ce qu'il faut changer. Certaines études laissent même entendre que résoudre ces problèmes pourrait être souhaitable plutôt que d'être un simple exercice de création d'emplois. D'après une étude réalisée par Dell, les entreprises dont le conseil d'administration compte un plus grand nombre de femmes ont un rendement supérieur à celles qui ont moins de femmes — jusqu'à 66 %. Selon le document « Global perspective » de Deloitte, il semble que la diversité est une question commerciale. Spencer Stuart a constaté que la diversité au sein du conseil d'administration se traduit par une valeur accrue pour les actionnaires.

Nous pouvons donc difficilement ignorer les faits. Nous savons que la diversité revêt une importance économique considérable, surtout l'égalité des sexes. Ce n'est plus qu'une question d'équité. Il est prouvé que la présence de femmes au sein du conseil d'administration est logique sur le plan économique. De plus, n'oubliez pas que les femmes représentent la moitié de votre électorat. Comme Danièle l'a mentionné au début de la séance, ce sont vos mères, vos sœurs, vos filles et vos conjointes. Voilà pourquoi il faut changer les choses.

Les femmes veulent participer à l'économie. Elles sont instruites et en sont parfaitement capables. Bon nombre d'entre elles sont prêtes à relever le défi, mais elles sont pourtant peu nombreuses à avoir surmonté les obstacles pratiques et culturels qui les empêchent d'atteindre leur plein potentiel. Ce n'est pas une question de minorité, puisqu'elles ne sont pas minoritaires. C'est un problème d'histoire et de culture. Les femmes n'ont pas toutes le même discours; elles sont aussi diversifiées que le Canada lui-même peut l'être.

Je pense que la question est la suivante: comment fait-on pour changer? La première étape consiste habituellement à cerner le problème, et c'est ce que nous faisons depuis les 30 dernières années. Je ne vais pas énumérer l'ensemble des problèmes qui se posent, car nous les connaissons. J'aimerais plutôt vous présenter des solutions et des plans d'action, ou du moins des idées avec lesquelles jongler sur un certain nombre de plans, soit à l'échelle gouvernementale, commerciale, communautaire et individuelle.

Commençons par les plans d'action et mesures à prendre à l'échelle gouvernementale. Nous avons besoin qu'un groupe de travail passe en revue les politiques afin d'y déceler tout préjugé, puis détermine leur incidence sur les Canadiennes — je remercie la très honorable Kim Campbell. Le groupe de travail tiendrait compte des solutions et plans d'action issus de l'événement qui portait sur le rôle des femmes en tant que catalyseurs de croissance, dans le cadre du Forum économique de la Colombie-Britannique, et dont mon amie Jill a parlé tout à l'heure. Les résultats seront présentés en 2015.

Il faut davantage financer les sciences, la recherche scientifique et la formation dans le domaine des STIM — comme je l'ai dit, il s'agit des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques —, puisque c'est de là que viennent les idées de demain dans une économie fondée sur le savoir. Il faut aussi financer une formation à l'intention des nouveaux immigrants qui transfor-

merait les idées préconçues découlant de leur culture et de leur histoire et renforcerait les valeurs canadiennes.

● (0925)

Nous avons besoin, comme l'Europe, d'une politique publique s'appliquant aux entreprises pour qu'elles se conforment ou s'expliquent concernant la répartition par sexe des membres de leur conseil d'administration et dans les postes de haute direction. De plus, nous devrions établir des récompenses et des conséquences appropriées. Il nous faut tenir des tables rondes parrainées par le gouvernement auxquelles participeraient des dirigeants masculins de l'industrie et du milieu universitaire et une majorité d'hommes pour déterminer les priorités quant aux stratégies de mise en oeuvre.

Nous avons besoin de politiques pour encadrer les médias, et surtout la publicité, qui présentent les femmes comme des objets. Malgré les campagnes médiatiques américaines, nous assurons un contenu canadien et bilingue. Nous pouvons obtenir le respect et le soutien des médias sur ce plan et sur celui de la diversité. Là encore, l'approche « se conformer ou s'expliquer » s'impose.

Enfin, il faut vraiment régler la question des services publics de garde d'enfants pour que les familles puissent contribuer au renforcement de l'économie.

Voilà pour ce qui est du secteur public. Je vais maintenant parler du secteur privé.

L'approche « se conformer ou s'expliquer » est nécessaire également pour les actionnaires, si les politiques en milieu de travail et de la haute direction ne présentent pas une grande diversité. Les gens qui participent au processus d'embauche devraient être obligés d'utiliser le test de Harvard sur le parti pris implicite pour cerner leurs partis pris et les limiter. Nous avons besoin de nouvelles politiques et pratiques d'embauche, de sorte que les candidats à un emploi sont choisis en fonction de leurs compétences à partir de demandes neutres sur le plan de la diversité.

Les sociétés doivent collaborer avec les syndicats pour aider les employés en faisant preuve de souplesse et en fournissant un service de garde d'enfants. La forte présence de femmes aux postes de haute direction est importante pour que les femmes aient des modèles les incitant à gravir les échelons. Les sociétés doivent planifier la relève et parrainer activement les femmes, ce qui accroîtra la diversité.

Mon dernier point sur les sociétés, c'est qu'il est nécessaire de créer un climat de travail qui non seulement se traduit par l'embauche de femmes, mais les garde à l'emploi grâce à des politiques sur le milieu de travail favorisant l'inclusion et la collaboration, la flexibilité, le parrainage, et l'accès à des modèles et aux mentors.

Voilà pour les secteurs public et privé. Je vais maintenant parler de la collectivité. Voici les plans d'action que nous recommandons à l'échelle communautaire.

Les collectivités ont besoin de programmes qui créent des réseaux, fournit des modèles et des occasions de mentorat, comme celui de la SCST, un programme en ligne de mentorat fondé sur les compétences qui est destiné aux femmes et qui est financé par Condition féminine Canada. Je vous remercie beaucoup de cette occasion. Nous sommes fiers de ce programme et nous vous invitons à y participer.

Il nous faut créer toutes sortes de programmes d'aide à l'éducation des enfants et favoriser la compréhension de l'importance d'un milieu de travail diversifié et des domaines qui leur garantissent un avenir.

À l'échelle individuelle, il nous faut comprendre nos propres partis pris. Encore une fois, je recommande le test de Harvard sur le parti pris implicite, car étonnamment, savoir, c'est la première étape. Il nous faut examiner minutieusement les valeurs personnelles et le contexte culturel qui font obstacle aux progrès et déterminer comment se caractérisent les relations sociales des filles et comment les attentes culturelles ont pour effet d'imposer des limites à elles et à leur avenir.

Les femmes le savent. Condition féminine Canada intervient de bien des façons, mais nous nous retrouvons à tenter de convaincre ceux qui sont déjà convaincus. Dès qu'on prononce le mot « femme », dès qu'il apparaît dans un titre ou qu'il fait l'objet de discussions, nos collègues masculins se déconnectent.

Je veux maintenant savoir si les hommes ici présents se sont déconnectés. Le message ne s'adressait pas aux femmes, mais bien aux hommes.

• (0930)

Comme le dit le titre d'un film, nous avons besoin d'hommes d'honneur qui ont l'intelligence qu'il faut pour savoir reconnaître ce qui est bon, agir en fonction d'un impératif économique et par conséquent, créer des occasions pour tous les Canadiens, car nous prospérons ensemble.

Merci, madame la présidente.

La présidente: Merci beaucoup.

[Français]

Nous commençons maintenant la première ronde de questions.

Madame Truppe, vous disposez de sept minutes.

[Traduction]

Mme Susan Truppe (London-Centre-Nord, PCC): Merci, madame la présidente.

Je vous souhaite la bienvenue et je vous remercie de vos exposés et des expériences personnelles dont vous nous avez parlé. Cela nous est très utile.

Jill, j'adore Futurpreneur. C'est un excellent programme.

Votre autre programme, pour le mentorat, comment s'appelle-t-il déjà? Momentum?

Mme Jill Earthy: Oui MoMENTum. La syllabe « MENT » s'écrit en majuscules.

C'est le programme de mentorat indépendant.

• (0935)

Mme Susan Truppe: C'est un programme indépendant. Vous pourriez peut-être nous en dire un peu plus à ce sujet.

J'ai organisé des tables rondes partout au Canada et probablement un peu plus en Ontario. Le sujet du mentorat a été soulevé. Presqu'à chaque table ronde, quelqu'un en a fait mention. C'était énorme.

À quel point le mentorat est-il important pour ces personnes, puisque vous faites tout le temps affaire avec des entrepreneurs?

Mme Jill Earthy: Je dirais que c'est absolument essentiel. On nous dit sans cesse que ce soutien est nécessaire, surtout au début de la création d'une entreprise, mais également tout au long du processus, je crois, surtout pour les femmes. Ces personnes ont besoin de changement, et du soutien et du mentor.

Nous voyons les résultats à Futurpreneur Canada, simplement par la résilience des entreprises que nous aidons pendant une longue période. Nous offrons du financement dans le programme de mentorat de deux ans, notre programme principal. Ensuite,

MoMENTum est un programme de mentorat de six mois destiné aux gens — hommes ou femmes — qui aspirent à créer une entreprise, de même qu'à ceux qui viennent d'en créer une. Il les aide à étoffer leur modèle d'entreprise et à partir du bon pied.

Nous constatons que la demande augmente.

Mme Susan Truppe: Si une personne a une idée, qu'elle s'adresse à vous et demande du financement, car elle croit que son idée fonctionnera, la met-on en communication avec un mentor à ce moment-là ou seulement après que le financement est approuvé?

Mme Jill Earthy: C'est une excellente question.

Si elle est en quête de financement, ce qui est le cas de bon nombre de ces gens, elle nous consulte. Nous l'aidons à élaborer son plan d'activités, le validons et le finalisons, fournissons le financement et jumelons la personne avec un mentor pour une période de deux ans.

Certaines personnes nous présentent une idée, mais ne l'ont pas encore étoffée et ont besoin d'un peu plus de soutien. Nous collaborons avec elles à cet égard et nous les jumelons avec un mentor si elles le souhaitent. Parfois, elles ne savent pas si elles sont prêtes à recevoir du financement. Dans ce cas, nous les orientons vers le programme MoMENTum et leur offrons les services d'un mentor pour les six premiers mois. Souvent, après avoir suivi le programme pendant six mois, elles communiquent de nouveau avec nous et veulent obtenir le financement et suivre le programme de mentorat de deux ans.

Mme Susan Truppe: Si une personne ne demande pas de financement, mais n'a besoin que d'un mentor, vous pouvez l'aider, évidemment.

Mme Jill Earthy: Oui. Absolument.

Mme Susan Truppe: Qu'est-ce qui explique principalement le succès d'une entreprise d'un jeune? Qu'est-ce qui fonctionne et qu'est-ce qui ne fonctionne pas? C'est que, évidemment, les choses ne fonctionnent pas dans certains cas.

Mme Jill Earthy: Parfois, les jeunes entrepreneurs en particulier ne sont pas conscients de ce qu'ils ne savent pas. Je crois que c'est le cas de nous tous, évidemment. Ainsi, il est très utile d'avoir quelqu'un qui nous lance des idées chaque mois. Cela augmente certainement le taux de réussite.

Les choses ne fonctionnent pas s'ils ne demandent pas de l'aide, s'ils ne lèvent pas la main. Je crois que les organismes comme Futurpreneur Canada — il existe un grand nombre de ressources dans l'ensemble du pays. Je crois que leur dire que ces ressources existent et qu'ils peuvent y avoir accès, poser des questions ou poser des questions pour trouver la réponse qui les mènera à poser une autre question, et que continuer à leur fournir le soutien dont ils ont besoin sont des éléments essentiels à leur réussite.

Je crois que partout au Canada, nous sommes en bonne posture. À l'heure actuelle, l'idée, c'est de faire en sorte que partout, les entrepreneurs puissent se frayer un chemin à travers ces ressources et trouver celles qui leur conviennent.

Mme Susan Truppe: S'il y avait une pratique exemplaire que vous pourriez conseiller, que nous pourrions communiquer, laquelle, selon vous, aiderait les jeunes entrepreneurs ou les jeunes femmes?

Mme Jill Earthy: Je crois que le plus important, c'est demander de l'aide. Établir le contact, faire la recherche, poser des questions. Il faut tout simplement continuer à poser des questions. Il faut profiter des ressources extraordinaires qui sont offertes partout au pays.

Mme Susan Truppe: Excellent. Merci.

Hodan, je vous félicite de votre esprit d'entreprise à titre de productrice et journaliste. Vous faites un travail exemplaire.

Qu'est-ce qui explique principalement votre succès? Comment avez-vous réussi, et quelle pratique exemplaire ou quel truc qui a fonctionné pour vous pourrait être utile à une autre jeune femme?

Mme Hodan Nalayah: Je crois qu'il faut savoir vendre lorsqu'on est entrepreneur. L'une des aptitudes les plus importantes que nous pouvons apprendre aux jeunes, c'est la capacité de vendre des idées, les concepts ou les produits.

Bien souvent, les jeunes entrepreneurs n'ont pas cette aptitude, et je crois que la vente et le marketing représentent 90 % des activités.

Mme Susan Truppe: Peut-on l'apprendre au fur et à mesure? Si vous croyez qu'une personne a une idée, pensez-vous qu'elle pourrait combler cela si elle en apprendait sur la vente, ou croyez-vous qu'elle devrait en apprendre sur la vente et le marketing avant de s'aventurer dans ces activités?

● (0940)

Mme Hodan Nalayah: Je crois que les deux vont de pair. Nous vivons dans un monde diversifié, surtout sur le plan du marketing: il y a les médias sociaux et différents moyens de cibler le public. Je crois que c'est une aptitude essentielle. Il est certain qu'on peut l'apprendre. Si les gens ont un mentor ou une personne avec qui ils travaillent et qui les aide, cela devrait faire partie de la formation des entrepreneurs.

Mme Susan Truppe: Croyez-vous que le mentorat est important?

Mme Hodan Nalayah: Absolument.

Mme Susan Truppe: Avez-vous dit que vous aviez un mentor?

Mme Hodan Nalayah: En fait j'en cherche un.

Mme Susan Truppe: Si quelqu'un ici aimerait agir à titre de mentor...

Mme Hodan Nalayah: Je veux dire dans les médias. Si vous avez des amis haut placés...

Sérieusement, je pense que c'est très important. Comme je l'ai dit, je viens d'une collectivité dans laquelle il n'y a pas de gens qui travaillent dans l'industrie de la télévision, des médias ou de la radio. Il aurait été merveilleux de rencontrer une personne qui travaillait dans le monde de la télévision depuis longtemps pour avoir un mentor et en apprendre sur le domaine, car il reste que parfois, ce qui importe, ce n'est pas ce qu'on connaît, mais qui l'on connaît.

Mme Susan Truppe: Bien sûr. Oui.

Connaissez-vous des pratiques qui aideraient à la promotion du leadership économique pour les immigrantes au Canada? Existe-t-il des programmes utiles sur ce plan? Je sais que vous avez parlé de certaines des difficultés. Je ne sais pas si vous connaissez des programmes qui pourraient aider les jeunes immigrantes.

Mme Hodan Nalayah: Je crois que ma région, celle de Toronto, compte un organisme qui s'appelle MicroSkills, qui aide les immigrantes en leur apprenant des choses sur l'entrepreneuriat, mais je crois qu'en général, on communique peu avec les femmes en situation minoritaire.

Je suis fortement convaincue que la seule façon d'aider les gens à se sortir de la pauvreté, c'est de leur en apprendre sur la prospérité économique. Très peu de femmes apprennent ces aptitudes. Je suis sûre que mes collègues peuvent en témoigner. On ne nous donne même pas l'occasion de les apprendre.

Si nous ne donnons pas l'information dans les collectivités, comment pouvons-nous nous attendre à ce que les femmes sachent ce qu'elles peuvent apprendre?

La présidente: Merci beaucoup.

[Français]

Madame Ashton, vous avez la parole. Vous disposez de sept minutes.

[Traduction]

Mme Niki Ashton (Churchill, NPD): Je remercie beaucoup tous nos témoins.

Je remercie en particulier Mme Earthy et Mme Pacheleh. Je sais qu'en raison du décalage horaire, vous avez commencé très tôt, à l'heure de la Colombie-Britannique. Je vous remercie beaucoup d'être parmi nous.

J'aimerais tout d'abord poser une question similaire à certaines de nos témoins.

[Français]

Madame Chouinard, vous avez parlé des défis auxquels font face les femmes de votre région. Les membres de ce comité sur la condition féminine vous connaissent bien à titre de porte-parole sur ces questions.

Au Québec, il y a un système de garderies qui n'existe pas dans le reste du Canada. Cette province offre des subventions pour aider les femmes qui veulent poursuivre leur carrière.

Comment les garderies subventionnées aident-elles les femmes de votre région et comment pourraient-elles aider encore plus de femmes ailleurs au pays?

Mme Danièle Chouinard: Je ne me sens pas vraiment en autorité pour en parler beaucoup, mais je vous dirai quelque chose d'important. En ce moment, notre grande bataille porte sur le nombre de places dans les garderies. Puisqu'il s'agit d'un programme universel, on peut penser que le mot « universel » veut dire que c'est accessible à n'importe qui, sans égard à son revenu. Il s'agit d'un programme où le coût pour les garderies dites publiques est de 7 dollars la journée. On ne parle pas ici de garderies ouvertes 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. On parle de garderies dont les heures d'ouverture peuvent varier entre six heures le matin et 18 heures.

Pour avoir une place en garderie, il faut prévoir à l'avance avoir un enfant. En ce moment, une femme qui envisage un retour progressif sur le marché du travail ou dont la situation financière est moins aisée doit demander une place en garderie un an ou deux ans et demi à l'avance. Elle doit faire une demande avant même d'être enceinte. Et même là, elle n'aura pas la certitude d'obtenir une place en garderie pour son enfant. C'est le premier empêchement.

Le manque de places en garderie et l'universalité du programme font en sorte que l'accès au programme n'est pas toujours accordé en fonction du revenu. Cela devient donc difficile pour les femmes qui vivent dans une situation de précarité. On sait que, peu importe les programmes mis en place ou les avenues empruntées, ce sont surtout les femmes qui vivent dans la plus grande précarité. Certes, elles peuvent devenir entrepreneures. On sait qu'elles en ont la capacité, mais ce qui les arrête, c'est leur statut, leur rôle social. Alors, avant même de penser faire quelque chose, il faut penser aux garderies. Pour une femme, il faut qu'elle pense à ses enfants, il faut qu'elle les inscrive dans une garderie, il faut qu'elle les amène à cet endroit à six heures du matin et ainsi de suite.

Il y a toutes sortes de contraintes qui démontrent une fois de plus la persévérance, le courage et l'intelligence des femmes. Notre intelligence collective nous permettra, j'en suis certaine, de trouver des moyens. Pour l'instant, on peut dire que ce programme constitue une avancée, mais il y a encore beaucoup de correctifs à apporter pour qu'il puisse vraiment bénéficier à l'ensemble des femmes, comme cela aurait dû être le cas.

• (0945)

Mme Niki Ashton: D'accord. Je vous remercie pour ce *feedback* [Traduction]

Madame McLachlan, je vais vous poser une question sur le même sujet. Vous avez parlé de l'importance d'un plan national de lutte contre la pauvreté, d'un plan national de logement et de mesures relatives à la sécurité alimentaire. Je me demande si vous considérez qu'il est important d'établir un programme universel de garderies pour aider les femmes à se sortir de la pauvreté et pour aider toutes les Canadiennes.

Mme Harriett McLachlan: Oui, je suis tout à fait d'accord avec Danièle. Je crois que lorsque les services de garde à 5 \$ par jour ont été établis, l'idée était d'offrir un service de garde 24 heures sur 24. Certains disaient qu'on faisait cela pour que les gens cessent de dépendre de l'aide sociale. Je verrais cela plutôt comme le type de soutien qui convient, puisque les femmes sont en grande partie les personnes qui s'en occupent. Je sais que c'est le cas des hommes également. Toutefois, pour que les femmes continuent d'avancer, il est essentiel d'offrir des services de garde abordables et accessibles leur permettant d'avoir l'esprit tranquille et de s'occuper de quelque chose, peu importe le domaine — éducation, entrepreneuriat, etc. C'est essentiel. Peu importe le programme mis en oeuvre et peu importe la carrière qu'on choisit, quand on a des enfants, il faut s'en occuper. Donc, j'en conviens.

Mme Niki Ashton: Merci.

Je veux revenir à la question du logement, dont vous avez parlé avec beaucoup d'éloquence, et nous n'en avons pas entendu beaucoup parler au cours des séances de notre comité. J'aimerais que vous nous parliez, brièvement peut-être, des objectifs qu'une stratégie nationale de logement permettrait d'atteindre sur le plan de la prospérité économique des femmes.

Mme Harriett McLachlan: D'après mon expérience et d'après ce que je sais de mes clients, c'est presque comme les services de garde; c'est essentiel. Sans logement adéquat ou abordable, une personne peut être forcée à rester dans une relation malsaine, à vivre dans une situation de grande précarité, d'insécurité avec un partenaire agressif, par exemple. Elle est obligée de subir les menaces. Elle doit faire face à tout cela. C'est une situation inacceptable dans un pays comme le nôtre. Un plan national et des stratégies, un cadre législatif en quelque sorte, répondraient à des besoins fondamentaux de sorte que les femmes n'auraient pas à craindre de subir de la violence en rentrant à la maison à la fin de leur journée ou à s'inquiéter pour leurs enfants, ou elles ne craindraient pas de trouver des rats en arrivant.

Je pense notamment à certains des programmes de mentorat extraordinaires dont je viens d'entendre parler. Toutefois, si une personne rentre à la maison et doit subir le harcèlement sexuel d'un propriétaire et qu'elle n'a pas d'autre choix que de rester là, ou si son logement est envahi par la moisissure, cela ne va pas. Ce sont des situations précaires. On parle ici de besoins fondamentaux.

[Français]

La présidente: Merci beaucoup.

Je cède maintenant la parole à Mme O'Neill Gordon, qui dispose de sept minutes.

[Traduction]

Mme Tilly O'Neill Gordon (Miramichi, PCC): Merci, madame la présidente.

Je tiens à remercier chacune d'entre vous d'être ici aujourd'hui et de nous avoir consacré votre temps. Vous avez toutes connu beaucoup de succès dans vos domaines respectifs, mais nous savons que vous avez affronté beaucoup d'obstacles en cours de route. Nous vous félicitons de les avoir surmontés.

Ma première question s'adresse à Mme Jill Earchy.

Je tiens à vous féliciter du travail que vous faites. Il est sans doute très prometteur et très gratifiant. À entendre l'exposé que vous avez présenté aujourd'hui, il ne fait aucun doute que vous y consacrez toutes vos énergies. Je suis aussi heureuse d'avoir entendu que le financement nous permet d'offrir un appui précieux aux femmes. Voir que nous cherchons à aider les femmes de toutes les façons possibles est très important pour le comité et pour le gouvernement.

En tant qu'ancienne enseignante, je vous suis reconnaissante du travail que vous faites sur le plan de mentorat, car je pense que les mentors sont nécessaires tout au long du processus. Comme vous l'avez indiqué, nous pouvons encore aujourd'hui faire appel à des mentors pour nous faire connaître les pratiques exemplaires et la direction à suivre de façon à orienter les gens dans la bonne direction.

Votre organisme a-t-il remarqué une augmentation ou une baisse du nombre de femmes entrepreneures ces dernières années? Pourquoi en est-il ainsi, à votre avis?

• (0950)

Mme Jill Earchy: C'est une excellente question.

Notre organisme a constaté une augmentation du nombre de femmes qui se tournent vers l'entrepreneuriat. À l'échelle nationale, environ 36 % des travailleurs autonomes canadiens sont des femmes. Pour ce qui est de Futurpreneur Canada, au cours des cinq dernières années, en moyenne, 40 % de nos clients ou des jeunes entrepreneurs que nous avons financés étaient des femmes. Pour la Colombie-Britannique, comme je l'ai indiqué, ce pourcentage est de 44 %. On constate que notre taux est légèrement plus élevé, ce qui est peut-être seulement une question de démographie. Notre clientèle, ce sont les personnes de 18 à 39 ans. Le montant du financement est plus bas; on parle d'un maximum de 45 000 \$. Les femmes semblent avoir plus accès à ce financement qu'à un financement plus élevé, ce qui explique peut-être pourquoi les chiffres sont quelque peu différents.

Donc, la bonne nouvelle, c'est que plus de jeunes femmes démarrent une entreprise.

Mme Tilly O'Neill Gordon: En effet; c'est aussi ce que nous voulons entendre.

L'association Futurpreneur Canada est-elle présente dans toutes les provinces? Vos programmes sont-ils offerts dans toutes les provinces?

Mme Jill Earchy: Oui. Futurpreneur Canada est un organisme national; le siège social est à Toronto et il y a un bureau régional dans chaque province.

Mme Tilly O'Neill Gordon: Très bien.

Ensuite, quelles mesures le gouvernement fédéral peut-il prendre pour favoriser une participation accrue des jeunes femmes dans les secteurs de l'entrepreneuriat et des affaires? J'imagine que certaines femmes ne connaissent même pas l'existence de ce site Web, et il faut le faire connaître afin que plus de femmes y aient accès. À titre d'exemple, lorsque j'étais dans ma région la semaine dernière, une femme qui cherche à démarrer une entreprise s'est présentée à mon bureau. Cela lui aurait été très utile. Nous savons qu'il y a beaucoup d'autres femmes dans cette situation. Quelles mesures pouvons-nous prendre pour les aider davantage?

Mme Jill Earthy: Excellente question.

Le gouvernement fédéral fait beaucoup de choses actuellement, ce qui est formidable. L'un des éléments importants, c'est qu'à titre d'organisme national, Futurpreneur Canada mise beaucoup sur l'établissement de partenariats avec d'autres organismes, et ce, dans chaque province. Nous comptons environ 250 partenaires dans l'ensemble du pays, des organismes à but non lucratif ou des organismes d'appui à l'entrepreneuriat, dont certains sont aussi financés par le gouvernement fédéral. Il a même été proposé d'aider à renforcer ces liens.

À titre d'exemple, il y a les réseaux d'initiatives pour les femmes entrepreneures. Si je ne me trompe pas, il y en a quatre au pays. Nous travaillons en étroite collaboration avec le Women's Enterprise Centre, en Colombie-Britannique. Son financement provient principalement de Diversification de l'économie de l'Ouest. Nous cherchons toujours des façons d'en faire plus avec moins, d'établir des partenariats et de tirer parti du financement. Donc, toutes les idées ou les observations supplémentaires que pourrait formuler le gouvernement fédéral sont les bienvenues.

Je pense aussi que le fait de continuer à appuyer bon nombre de ces initiatives, d'examiner ce qui se fait dans l'ensemble du pays et de chercher à savoir de quelle façon nous pouvons appuyer... Je pense que financer les programmes existants et en tirer parti est extrêmement important. Nous sommes certainement reconnaissants de l'appui du gouvernement à cet égard.

Mme Tilly O'Neill Gordon: Merci beaucoup.

Ma prochaine question s'adresse à Hodan.

Je me demande quelles sont les difficultés auxquelles sont confrontés les enfants nés au Canada de parents immigrants ou ayant le statut de réfugié comparativement aux enfants de parents canadiens.

Mme Hodan Nalayah: Très intéressant. C'est très diversifié. Souvent, la situation découle du fait que les enfants sont issus de deux cultures distinctes. Ils ont donc une culture à la maison, celle du pays étranger, et l'autre culture est la société canadienne. Certains problèmes pourraient être liés à l'établissement d'un équilibre entre les deux mondes et de la découverte de la place qu'on occupe dans la société.

De plus, c'est en grande partie une question d'occasions. Je crois que les enfants procèdent par observation et imitation. S'ils ne voient pas d'occasions à l'extérieur de leur milieu de vie, peu importe s'il s'agit d'un milieu défavorisé ou non, s'ils ne sont pas exposés à diverses influences culturelles et aux diverses possibilités qui existent dans la vie, alors cela ne fera pas partie de leur mentalité.

Je pense que c'est leur plus grand défi.

• (0955)

Mme Tilly O'Neill Gordon: À votre avis, quelle est la raison la plus importante qui explique votre succès? Je sais que vous avez accompli beaucoup de choses, et je me demandais quelle serait selon

vous la raison principale pour laquelle vous avez connu tant de succès.

Mme Hodan Nalayah: Je pense que cela découle en partie du fait que mes parents sont arrivés tôt. Notre famille est l'une des premières familles somaliennes à s'établir au Canada. Nous sommes arrivés à Edmonton, en Alberta, en 1984. À l'époque, il n'y avait pas de Somaliens là-bas.

Selon moi, c'est aussi en partie parce que nous avons eu une longueur d'avance pour nous intégrer à la société. La plupart des Somaliens sont au Canada depuis moins de 30 ans. Ils ont donc encore du rattrapage à faire pour comprendre la société et comprendre comment s'y intégrer. À mon avis, beaucoup de gens ne comprennent pas que nous sommes des réfugiés. Nous sommes des gens qui ont fui la guerre; il y a donc dans la collectivité un traumatisme considérable. Je pense que le fait que mes parents sont arrivés tôt nous a permis de nous intégrer davantage et de mieux connaître le système.

La présidente: Bien. Merci beaucoup.

[Français]

Merci beaucoup.

Je cède maintenant la parole à madame Duncan, qui dispose de sept minutes.

[Traduction]

Mme Kirsty Duncan (Etobicoke-Nord, Lib.): Merci beaucoup, madame la présidente. J'aimerais remercier tous nos témoins de leurs témoignages très convaincants et très importants.

Je vais essayer de poser des questions à chacune d'entre vous. Je vais commencer par Mme Nalayah.

À votre avis, quels sont les obstacles à la prospérité des femmes au sein de la communauté somalienne? Que faut-il pour les surmonter? Quelle est la meilleure façon d'appuyer la collectivité?

Mme Hodan Nalayah: La communauté doit affronter beaucoup d'obstacles. Comme je l'ai indiqué, j'estime que l'obstacle, c'est que nous ne sommes pas invités à la table. Je pense que l'inclusion favorise la diversité et permet aux gens d'être fiers de faire partie de la société canadienne. J'essaie toujours de faire valoir que la diversité découle de la réciprocité. Nous pouvons tous apprendre les uns des autres, et les problèmes auxquels les femmes somaliennes sont confrontées dans cette société... De toute évidence, il y a une culture différente et beaucoup de ces femmes ont une famille nombreuse. Certaines d'entre elles ont perdu leur mari pendant la guerre; elles sont donc arrivées en tant que mères monoparentales, qui sont des réfugiées protégées dans ce pays.

Comment peut-on travailler lorsqu'on a huit enfants à la maison? Comment peut-on démarrer une entreprise lorsqu'on a six enfants à la maison? Ce serait là un obstacle majeur. Donner aux gens les compétences nécessaires et l'occasion de voir comment on fait les choses, leur montrer comment sortir de la pauvreté, comment démarrer une entreprise, comment acquérir et exploiter la mentalité qui permet de passer d'un milieu à faible revenu à la classe moyenne, ou qui permet d'acheter une maison, voilà notre plus grand défi, à mon avis. Il s'agit d'établir des liens, ce que l'on ne voit pas assez au sein de nos collectivités.

Mme Kirsty Duncan: Merci beaucoup, madame Nalayah.

Je vais maintenant me tourner vers Mme Earthy. Nous savons qu'il existe un écart salarial entre les hommes et les femmes. Y a-t-il un tel écart chez les entrepreneurs?

Mme Jill Earthy: Veuillez m'excuser. La question s'adressait-elle... Nous avons un peu de difficulté à entendre.

Mme Kirsty Duncan: Oui, madame Earthy, cela s'adresse à vous. Avez-vous entendu la question?

Mme Jill Earthy: Oui, merci.

Vous parlez d'un écart salarial et voulez savoir si nous constatons cela chez les entrepreneurs.

Mme Kirsty Duncan: Oui.

Mme Jill Earthy: Comme on l'a mentionné, nous observons que plus de femmes démarrent une entreprise, mais qu'elles sont moins nombreuses à favoriser leur croissance. Par conséquent, elles ne parviennent peut-être pas à obtenir les avantages économiques que procurent les plus grandes entreprises.

Chez Futurpreneur Canada, notre travail, nos programmes de mentorat et nos autres ressources visent à aider les femmes en particulier, mais tous doivent comprendre quelles sont les meilleures façons de favoriser la croissance d'une entreprise et de la rendre viable, ce qui nous permettra d'employer plus de gens et de stimuler l'économie.

Il reste toujours du travail à faire à cet égard.

Mme Kirsty Duncan: Merci. A-t-on des données sur la moyenne... Ce serait difficile à calculer.

Si vous pouviez présenter au comité trois recommandations précises que vous aimeriez voir dans le rapport, quelles seraient-elles?

Mme Jill Earthy: À mon avis, l'une des recommandations serait certainement d'appuyer davantage MoMENTum, notre programme national. De plus en plus de gens, en particulier des femmes, viennent nous voir pour avoir accès au programme de mentorat. C'est essentiel. Je pense que nous sommes bien placés parce que nous avons des partenariats avec d'autres organismes dans chaque province. Il y a donc certainement une façon de tirer parti de cette occasion. J'estime qu'investir dans le mentorat est une excellente solution.

Un autre aspect est le financement, soit le financement des femmes par les femmes. Nous nous sommes penchés sur l'idée d'un fonds réservé aux femmes ou de fonds d'investissement dirigés par des femmes.

Nous examinons aussi la question de l'innovation. Pour revenir sur le commentaire de Fariba, il faut en effet plus de femmes dans le secteur de l'innovation. Il nous faut plus de femmes dans le secteur des sciences et de la technologie. Il faut que les incubateurs ou les accélérateurs dirigés par les femmes collaborent avec les hommes, car il s'agit aussi d'un élément essentiel, comme nous l'avons indiqué. Dans ces milieux, la culture n'est pas toujours favorable aux femmes. Nous devons donc trouver des façons différentes de contourner ce problème.

Toutefois, ma première recommandation serait sans aucun doute de se concentrer sur l'augmentation des services de mentorat offerts aux femmes dans l'ensemble du pays.

●(1000)

Mme Kirsty Duncan: Merci beaucoup.

Je vais maintenant passer à Mme Pacheleh.

Il semble que les organismes de réglementation des valeurs mobilières adoptent de plus en plus le modèle de type « observance ou justification », ou du moins envisagent de le faire. Pensez-vous qu'il s'agit de la première étape ou de la dernière étape en ce qui

concerne la présence de femmes au sein des conseils d'administration?

Mme Fariba Pacheleh: Je ne suis pas certaine de comprendre la première partie de votre question.

Mme Kirsty Duncan: Pensez-vous le modèle de type « observance ou justification »...

Mme Fariba Pacheleh: Oh, je vois. Pour les femmes siégeant à des conseils d'administration, je pense qu'il est important de créer cette diversité de différentes façons, pas seulement par la création de récompenses et de conséquences, mais par un changement de culture. Pour ce faire, il faut une certaine force au début, sans quoi le changement n'est pas possible.

J'ai un exemple pour vous. Si vous voulez engager quelqu'un au sein de votre organisme, qui engageriez-vous? Vous engageriez une personne avec laquelle vous pourriez entrer en contact, avec laquelle vous serez plus à l'aise de travailler. Si vous regardez la composition des conseils d'administration, vous verrez que la plupart des membres sont des hommes de race blanche. Il leur est certainement plus difficile d'établir des liens avec quelqu'un qui a un accent, avec une femme qui n'a pas la même culture que celle dans laquelle ils ont grandi. Vous vivez au Canada où beaucoup de femmes, en particulier dans les domaines des STIM — les sciences, la technologie et l'ingénierie —, sont des immigrantes qui ont un accent. Elles ne connaissent pas la culture.

La première étape, selon moi, c'est d'appliquer ce modèle de type « observance ou justification » au sein des conseils d'administration; c'est un point de départ qui permettra de préparer l'avenir.

Mme Kirsty Duncan: Je comprends.

Pouvez-vous parler de l'iniquité salariale, de l'écart salarial qui existe entre les hommes et les femmes dans les domaines des STIM? Que peut-on faire pour régler ce problème?

Mme Fariba Pacheleh: C'est une très bonne question, Kirsty.

Il y a eu beaucoup de recherches ces dernières années. Tout le monde sait que l'iniquité existe. À ce moment-ci, la question est de savoir quelles sont les étapes à suivre, les solutions et les mesures à prendre. Quelles mesures devons-nous prendre pour régler ces problèmes?

Je recommanderais et demanderais au comité de porter la plus grande attention aux résultats du Forum économique de la Colombie-Britannique, qui s'est tenu le 24 octobre 2014. Il portait sur le rôle des femmes en tant que catalyseurs de croissance. On y a abordé ces trois aspects: les femmes entrepreneures; les femmes dans les domaines des STIM; les femmes et la diversité. Les résultats étaient très axés sur les solutions et les mesures à prendre. À cet égard, un aspect précis concerne le gouvernement.

J'aimerais vraiment que cela se produise, et nous porterons attention aux résultats de forum, qui seront...

●(1005)

La présidente: Merci.

Mme Fariba Pacheleh: Merci beaucoup.

La présidente: Merci, madame Duncan.

[Français]

Madame Young, vous avez la parole pour une période de cinq minutes.

[Traduction]

Mme Wai Young (Vancouver-Sud, PCC): Bonjour. Je remercie chacune d'entre vous de vos exposés. Ils étaient certainement très diversifiés et très pertinents.

Jill Earthy, j'aimerais commencer par vous. J'ai aussi assisté au forum de Vancouver; je tenais donc simplement à vous saluer. Comme vous l'avez indiqué, c'était un événement très important, et si l'on pouvait répéter l'expérience à divers endroits au Canada, ce serait formidable.

Étant donné que votre organisme est situé à Vancouver et étant donné que le gouvernement cherche activement à accroître nos liens commerciaux — parce que notre croissance économique dépend de l'étranger et certainement de la région du Pacifique, comme nous le savons tous —, je voulais savoir ce qui est fait à cet égard pour tirer profit de la diversité du pays et pour nous permettre de saisir les diverses occasions qui s'offrent à nous, non seulement dans la région de l'Asie-Pacifique, mais aussi par rapport à la signature de l'accord de libre-échange avec la Corée, par rapport à l'accord de libre-échange entre le Canada et l'Europe, etc.

Mme Jill Earthy: C'est une excellente question. Je suis contente de vous revoir.

Je dois dire que je ne suis pas une experte dans le domaine. Toutefois, à Futurpreneur Canada, nous sommes tout à fait conscients de ces nouveaux débouchés, et il est certain que nous aidons à diriger les entrepreneurs vers les ressources dont ils ont besoin. Certaines initiatives ont été lancées en Colombie-Britannique par le gouvernement provincial, Small Business BC et Exportation et développement Canada, et un certain nombre d'ateliers ont aussi été créés. Nous sommes conscients du fait que toutes ces activités sont organisées dans le but de montrer aux entrepreneurs comment avoir accès à ces possibilités et faire croître leurs entreprises afin de soutenir la croissance économique.

Je ne suis pas certaine de pouvoir répondre avec suffisamment de détails à votre question, mais il est certain que ces marchés sont dans notre mire et qu'ils offrent de nombreuses possibilités exceptionnelles. Mon rôle consiste essentiellement à orienter nos efforts afin que nous soyons au courant des ressources disponibles et capables d'orienter les entrepreneurs de la bonne manière.

Je sais que certains de ces éléments ont été mentionnés récemment au cours du forum économique de la Colombie-Britannique, dans la filière de l'entrepreneuriat des femmes. Il a tout particulièrement été question des façons d'aider les femmes à profiter de ces débouchés importants. Par conséquent, je sais que nous allons suivre de près ce dossier pour être en mesure d'appuyer les femmes entrepreneures dans ces démarches.

D'ailleurs, cela pourrait faire partie des recommandations que nous formulons au comité, soit de trouver une façon de continuer à appuyer des activités comme le Forum économique de la Colombie-Britannique et de veiller à ce que nous partagions les résultats, les recommandations et les solutions qui en découlent.

Merci.

Mme Wai Young: Avant de devenir députée, j'ai été très privilégiée de diriger mon propre cabinet d'experts-conseils pendant environ 20 ans. Or, une grande partie de ma réussite a été attribuable à mon réseau de connaissances, au fait que j'avais des assises très solides dans mon domaine et donc au fait que, lorsque quelqu'un entendait mon nom et savait ce que je faisais, il était porté à faire appel à mes services.

Qu'est-ce qui arrive aux personnes qui ne sont pas dans cette situation? Prenons ma fille, qui a 17 ans, qui veut être artiste et qui est artiste. Elle est une excellente artiste, mais elle a choisi une voie difficile. Nous savons tous qu'il ne s'agit pas d'un choix de carrière où elle aura forcément la possibilité de travailler régulièrement ou de faire beaucoup d'argent.

Que faites-vous ou que peut-on faire pour les femmes qui choisissent de suivre des carrières non traditionnelles?

Mme Jill Earthy: Voilà une autre excellente question.

Ce que nous essayons de faire, encore une fois, c'est de leur servir de guide, de faire part des possibilités aux entrepreneurs, surtout aux jeunes femmes.

Nous avons aussi trouvé qu'il est utile d'organiser de petites rencontres plus informelles. Par exemple, hier matin, nous avons organisé un petit-déjeuner dans nos bureaux pour 20 jeunes entrepreneurs. La plupart d'entre eux étaient des femmes parce que, à mon avis, de petits groupes conviennent particulièrement bien aux femmes étant donné que cela leur permet d'échanger et d'établir des relations.

À mon avis, l'important, c'est de leur offrir différents types d'occasions de réseautage, mais aussi de leur donner les compétences et la confiance nécessaires pour créer des liens et des réseaux avec les gens.

L'autre élément important consiste à faire des démarches auprès de personnes qu'elles admirent. Je fais beaucoup d'encadrement et de mentorat de ce genre, surtout avec des femmes, il semblerait, qui savent ce dont elles ont besoin et ce qu'elles veulent, mais qui ne savent pas comment le demander. Par conséquent, ce que nous faisons, c'est de les aider à faire des démarches qui feront avancer leur carrière, notamment d'inviter quelqu'un à prendre un café pour échanger et établir un lien ou de participer à une activité ou à une réunion.

C'est une excellente question parce que cela arrive souvent.

Mme Wai Young: J'aimerais adresser une question à vous, madame Fariba Pacheleh.

Je vous remercie beaucoup du leadership dont vous faites preuve auprès des femmes dans le domaine des sciences et de la technologie. Je sais que c'est un domaine où il y a beaucoup à faire.

• (1010)

La présidente: Madame Young, pourrions-nous avoir une question très brève et une réponse très brève, s'il vous plaît?

Mme Wai Young: Vous avez parlé d'un grand nombre de choses que nous pourrions faire pour encourager un plus grand nombre de femmes à faire carrière dans le domaine des sciences et de la technologie. Que pourrions-nous faire pour les jeunes femmes dans ce domaine?

La présidente: Merci.

Une réponse très brève, s'il vous plaît.

Mme Fariba Pacheleh: La Société des canadiennes dans la science et la technologie a divers piliers qui couvrent l'ensemble des étapes dans la vie d'une femme. Nous commençons par faire du mentorat auprès de jeunes filles, dès la maternelle en fait, quand elles ont cinq ou six ans, et jusqu'à la fin de l'école secondaire. À mon avis, ce sont des années très importantes, au cours desquelles elles décident si elles veulent faire carrière dans les STIM. Nous sommes en concurrence avec toutes les vedettes de Hollywood et du cinéma. Il est important d'encourager les filles à faire carrière dans les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques, et c'est ce que nous faisons. Nous avons un programme de sensibilisation qui fait cela, et j'encourage les gens à continuer de faire cela d'un bout à l'autre du pays.

[Français]

La présidente: Merci beaucoup, mesdames Pacheleh et Young.

Madame Sellah, vous avez la parole. Vous disposez de cinq minutes.

Mme Djaouida Sellah (Saint-Bruno—Saint-Hubert, NPD): Merci, madame la présidente.

Je vous remercie toutes de vos témoignages.

Au cours de cette étude, nous avons rencontré beaucoup de femmes entrepreneures ayant réussi mais, malheureusement, ce sont des exceptions.

Comme l'a dit le témoin de la Colombie-Britannique, on prêche aux converties. Pourtant, il y a beaucoup de femmes qui n'ont pas un statut d'entrepreneur, voire qui n'ont pas de travail. J'ai l'impression qu'en accordant des subventions, le gouvernement pousserait certains organismes à travailler plutôt dans le sens de ses priorités que dans celui des priorités des femmes.

Mme Nalayeh a parlé de l'accessibilité des immigrantes aux tables de concertation. Il y a aussi l'accès au logement. Lorsqu'il est question de sortir les femmes de la pauvreté, on ne voit rien de concret. La question est ouverte.

Madame Chouinard, je vous remercie de votre présence. Pouvez-vous me dire ce que le gouvernement fédéral pourrait faire pour des organismes comme le vôtre, qui essaient de répondre d'abord aux besoins élémentaires des femmes?

Mme Danièle Chouinard: J'aimerais revenir à la dernière étude qui a été faite.

Certaines recommandations ont été formulées à la fin de l'étude pour démontrer que s'il y avait de plus grandes alliances, si on mettait en place des tables de concertation qui étaient soutenues par un financement adéquat, s'il y avait un financement continu et récurrent, ce serait une amélioration. On parle de précarité des individus, mais on peut aussi parler de précarité des organismes communautaires autonomes.

Quand on parle de précarité de financement, cela veut dire ne jamais savoir si les subventions vont être renouvelées. Cela entraîne la précarité de toutes les femmes qui peuvent travailler dans ces milieux. Cela fait en sorte qu'il est très difficile pour les organismes communautaires de pouvoir entreprendre en ce moment des projets à long terme. Et pourtant, le besoin de reconnaissance et de pérennité est criant. Il faut nous donner les moyens d'avoir une action communautaire autonome en éducation populaire, c'est-à-dire aller chercher les gens et les femmes là où ils sont.

Depuis tantôt, j'écoute ce qui se dit. Si je peux me le permettre, j'aimerais parler d'une coopérative péruvienne. Des femmes péruviennes cultivent du café dans une petite communauté et nous

les encourageons. On a donc cet échange avec ces femmes et aussi un peu avec des femmes qui sont proches. Pourquoi ce projet fonctionne-t-il? Ces femmes cultivent le café et la richesse de la communauté se trouve là grâce à cette coopérative.

Les enfants y vivent. On s'occupe de la famille parce qu'il y a une intégration. On parle d'insertion et de la reconnaissance du rôle de chacun à l'intérieur de cette microsociété. Mon rêve est que cette microsociété soit planétaire, que l'on reconnaisse qu'on peut répondre aux besoins à partir du moment où on parle des besoins de base. On ne peut pas dire à quelqu'un de sortir de sa cuisine et de devenir entrepreneur quand il y a des rats dans sa cuisine. De plus, n'oublions pas qu'une femme sur quatre est victime d'agression sexuelle au Canada.

Toute la question des facteurs sociaux qui favorisent la santé, la paix et la tranquillité ou ceux qui provoquent la violence conjugale, tous ces éléments dont on parle depuis le début, retombent aussi sur le dos des organismes communautaires dont la plupart des employés sont des femmes. La plupart d'entre elles sont sous-payées et surdiplômées, comme si cela est possible d'avoir un tel état de chose. Il faut savoir que l'on peut exercer un travail. En fait, on est plus que présentes et prêtes à le faire, mais il faut avoir les moyens de le faire.

•(1015)

Mme Djaouida Sellah: Merci.

Me reste-t-il du temps, madame la présidente?

La présidente: Je regrette, mais votre temps est écoulé.

Merci beaucoup pour cette question et cette réponse.

Madame Ambler, vous avez la parole. Vous disposez de cinq minutes.

[Traduction]

Mme Stella Ambler (Mississauga-Sud, PCC): Merci, madame la présidente, et un grand merci à tous les témoins formidables qui sont ici aujourd'hui. Vos témoignages ont été fascinants dans le cadre de notre étude. À mon avis, nous apprenons beaucoup de choses et vous nous avez suggéré d'excellentes façons d'encourager les femmes et de favoriser leur prospérité.

Je vais m'adresser à vous, madame Nalayeh. J'aimerais commencer par avouer que j'ai été surprise de vous entendre dire que vous cherchiez un mentor, parce que j'estime que vous pourriez bien être un mentor et que vous avez déjà franchi cette étape. Il est certain qu'il est toujours bon d'avoir un mentor, indépendamment du succès que l'on a déjà remporté. Aussi, il est génial de voir que vous reconnaissez cela. Je vous encourage à jouer le rôle de mentor auprès de femmes encore plus jeunes du fait que, de toute évidence, vous avez beaucoup à offrir.

Ma question porte sur le réseautage — ce qui est un peu lié au mentorat. Nous avons entendu d'autres témoins parler de l'importance du réseautage. Un des témoins a parlé des nuances culturelles du réseautage et du fait qu'il est parfois encore plus difficile pour des femmes immigrantes d'établir un réseau parce qu'il arrive que les normes culturelles sont différentes de celles auxquelles elles sont habituées.

Avez-vous déjà été témoin de cela ou seriez-vous d'accord pour dire qu'il s'agit d'un défi encore plus grand pour les femmes immigrantes?

Mme Hodan Nalayah: Oui, je suis complètement d'accord avec ce témoin. Je suis convaincue de l'importance du mentorat. Or, d'entrée de jeu, il ne faut pas s'en cacher: la programmation artistique des médias et de la télévision est un domaine très fortement dominé par les hommes. Il est très rare d'y trouver quelqu'un qui me ressemble et qui est une femme — et même, qui appartient à une minorité visible. Comment pouvons-nous faire en sorte que les femmes aient accès à des personnes de ce genre? Comment peuvent-elles établir des liens avec ces personnes?

Encore une fois, si nous ne donnons pas aux gens qui ont besoin de ces ressources la possibilité d'y avoir accès, comment pourront-ils en bénéficier?

Mme Stella Ambler: À votre avis, que devrions-nous faire pour nous attaquer à ce problème?

Mme Hodan Nalayah: Une chose que je recommanderais, c'est l'intégration. L'intégration est une voie à double sens, tout comme la diversité. Offrez les programmes aux personnes qui en ont réellement besoin. Peut-être que l'on pourrait organiser une soirée visant les entrepreneurs dans un de ces quartiers à faible revenu, pour montrer aux femmes comment favoriser l'expansion de leur magasin de vêtements ou comment investir.

Si les personnes concernées ne bénéficient pas des services, nous devrions offrir les services là où elles pourront en bénéficier. Selon moi, cela n'arrive pas souvent dans la société canadienne. Essentiellement, on parle des services, mais on ne les offre pas là où se trouvent les personnes qui en ont réellement besoin.

Mme Stella Ambler: C'est une excellente suggestion. Merci.

J'aimerais poser une question à Jill Earchy. Nous avons entendu un autre témoin — en fait, il s'agissait de la directrice des études de la Rotman School of Management — parler de l'importance de la confiance en soi. Elle a dit que, souvent, les femmes n'ont pas autant confiance en elles-mêmes que les hommes. Je vous vois toutes les deux hocher de la tête.

Peut-être que vous pourriez nous parler de ce problème, tout particulièrement, chez les femmes.

Nous avons aussi entendu dire que l'art de parler en public est une compétence importante. Pensez-vous qu'il est important pour vos entrepreneurs d'avoir confiance en eux-mêmes et de maîtriser l'art de parler en public?

• (1020)

Mme Jill Earchy: Absolument. Oui et oui.

À mon avis, la confiance en soi est une pièce maîtresse dans tous les aspects de notre vie. Beaucoup de recherches montrent que les femmes manquent de confiance en elles-mêmes. Nous le voyons certainement dans le milieu des entrepreneurs, comme je l'ai mentionné brièvement plus tôt: les femmes n'ont pas accès à autant de capital parce qu'elles ont tendance à ne pas aimer prendre de risques. Par conséquent, la confiance est un facteur qui entre en ligne de compte sur ce plan, et cela les empêche peut-être de profiter d'occasions de développer leur entreprise.

Tous les jours, nous voyons que la confiance est un facteur déterminant. Nous voyons les femmes éviter de lever la main pour faire partie des conseils d'administration ou pour profiter d'occasions d'avancement professionnel. Absolument, à mon avis, la confiance en soi est un élément essentiel.

La capacité de parler en public est aussi un élément extrêmement important. Je sais que, aujourd'hui, en m'adressant à vous, je suis très nerveuse — je l'avoue — même si je parle souvent en public. Il

faut s'exercer beaucoup et, à mon avis, il y a beaucoup de choses que nous pourrions faire pour appuyer les jeunes femmes et les aider tout particulièrement à développer ces compétences. Si vous avez confiance en vous-même, à mon avis, il sera plus facile de parler en public.

La présidente: Merci beaucoup.

[Français]

Madame Crockatt, la parole est à vous. Vous disposez de cinq minutes.

[Traduction]

Mme Joan Crockatt (Calgary-Centre, PCC): Merci beaucoup.

J'aimerais revenir à ce dernier point. En fait, le mentorat a été un thème aujourd'hui. Certains témoins nous ont aussi dit que 88 % des entrepreneurs qui ont des mentors survivent dans le milieu des affaires comparativement à un taux d'échec de 50 % chez ceux qui n'ont pas de mentor. Par conséquent, il est formidable d'entendre plusieurs d'entre vous nous parler de mentorat aujourd'hui.

J'aimerais m'adresser à Hodan Nalayah, parce que vous avez parlé de formation et de tables rondes. Parfois, le plus important, c'est de réussir à transmettre l'information aux femmes. Je me demandais si vous étiez consciente du fait que, pour la première fois au Canada, nous avons nommé une chef de développement de la littératie financière, qui s'appelle Jane Rooney. Elle organise des ateliers de littératie financière. En fait, je sais que je vais m'inscrire à quelques-uns des ateliers. J'en ai suivi un qui a eu lieu dans ma circonscription. Je vais en suivre d'autres. Je vais en suivre un qui concerne les femmes immigrantes en particulier.

Je me demandais si vous saviez que nous offrons des ateliers de ce genre, si vous pensez que cela aurait pu vous être utile et si vous pensez que les femmes immigrantes auraient besoin d'ateliers de ce genre?

Mme Hodan Nalayah: Je suis convaincue qu'elles en auraient besoin. Comme je l'ai dit, quel type de femmes immigrantes réussissez-vous à atteindre? Il existe différentes classes de personnes. Il arrive que des personnes très instruites, et qui ont les outils nécessaires, cherchent à bénéficier de ces ressources. Toutefois, si vous allez dans un quartier défavorisé, où les femmes n'ont pas accès aux ressources traditionnelles en matière de formation, où elles n'ont qu'une télévision... Les gens disent qu'il est difficile de réussir dans le milieu artistique, mais, dans les médias, est-il si difficile de donner une voix aux communautés culturelles qui devraient en avoir une?

Madame Young, j'encourage votre fille à faire carrière dans les arts, parce que ce sont les jeunes de différentes communautés culturelles qui donneront une voix aux gens qui n'en ont pas. Peut-être que les services que vous offrez aux femmes immigrantes ne ciblent pas les groupes de personnes qui en ont vraiment besoin. Je vais être très honnête avec vous, je trouve que cela montre qu'on ne sait pas comment les personnes de ces communautés culturelles ont accès à l'information.

Mme Joan Crockatt: Je pourrais poursuivre dans cette veine, mais j'aimerais revenir aux femmes de la Colombie-Britannique. Aussi, merci beaucoup de vous être levées si tôt ce matin pour prendre part à notre réunion.

Nous avons parlé de certaines des compétences dont les femmes pourraient avoir besoin, et nous avons entendu parler du mentorat. Toutefois, je me demandais si nous pourrions creuser la question un peu plus et, comme vous l'avez dit si brillamment, nous devons nous assurer de ne pas simplement refaire les choses de la même manière, mais d'envisager des solutions plus efficaces. Est-ce que l'une ou l'autre de vous deux pourrait parler de l'importance de faire des économies? À quel point est-ce important pour les femmes d'apprendre à faire des économies, qu'elles soient ou non des entrepreneures? Est-ce que les femmes ont tendance à apprendre tôt dans la vie à faire des économies, à parler en public et à commercialiser leurs idées, comme Hodan l'a dit? Devrions-nous en faire plus à ces chapitres? Peut-être que vous pourriez toutes les deux répondre à cette question.

Jill, aimeriez-vous commencer, après quoi nous passerons...?

• (1025)

Mme Jill Earthy: Bien sûr. Merci.

À mon avis, les ateliers sur la littératie financière que vous organisez sont importants. Selon moi, surtout d'après le travail que nous effectuons auprès des jeunes à Futurpreneur Canada, je dirais qu'il s'agit d'une compétence que les gens d'un bout à l'autre du pays devraient posséder. Nous travaillons avec des personnes de 18 à 39 ans. Nous avons mis en oeuvre un programme de prêt en fonction du profil des gens; nous tenons compte de leur cote de crédit, mais nous faisons preuve de beaucoup de souplesse. Une des choses qui nous frappent pendant les premières conversations que nous avons avec les jeunes au sujet du crédit, c'est que, en général, ils manquent de connaissances et même, dans certains cas, de confiance en eux-mêmes concernant l'importance et les répercussions que cela peut avoir.

Par conséquent, la réponse brève est oui, absolument. Il est très important de faire des économies. Nous essayons réellement d'enseigner ces compétences aux jeunes quand nous interagissons avec eux, notamment l'importance d'économiser de l'argent et d'établir une bonne cote de crédit, de même que les ramifications, mais aussi les avantages de cela à long terme, si l'on fait bien les choses. Je pense que la littératie financière et les économies sont très importantes.

Mme Fariba Pacheleh: J'aimerais simplement ajouter quelques points à ce que Jill a dit. À mon avis, deux choses sont importantes ici: le fait d'être sensibilisé à l'importance d'avoir de l'argent pour passer à la prochaine étape et aussi le fait de posséder les connaissances nécessaires pour savoir comment faire cela. Encore une fois, voilà des choses que l'on apprend quand on est parrainé et, encore plus, quand on a un mentor. Par exemple, beaucoup de personnes ont la chance d'avoir, par exemple, un père ou quelqu'un d'autre dans la famille qui est un homme ou une femme d'affaires. Mon père n'était pas un homme d'affaires, alors je n'ai jamais rien appris sur le monde des affaires avant de venir au Canada, où j'ai commencé à apprendre sur le tas. Pour beaucoup d'entre nous, si nous n'avons pas de mentor ou quel qu'un qui accepte de nous parrainer et de nous aider à développer ces compétences financières, nous ne connaissons rien à ce sujet.

Pour répondre à votre autre question, sur la commercialisation et l'intégration dans l'économie, essentiellement, le plus important, c'est d'être parrainé — et le mentorat constitue seulement un des éléments du parrainage. L'autre élément important, c'est de continuellement veiller à ce que la personne parrainée atteigne le niveau de compétence qu'elle mérite d'atteindre, qui lui permettra de

mettre des produits de qualité sur le marché et de contribuer à l'économie.

La présidente: Merci beaucoup.

[Français]

Madame Duncan, vous avez la parole pour cinq minutes.

[Traduction]

Mme Kirsty Duncan: Merci, madame la présidente.

Si vous me le permettez, j'aimerais poser une autre question à Mme Pacheleh. Existe-t-il des villes ou des provinces au Canada, ou d'autres pays dans le monde, qui, à votre avis, font de grands progrès sur le plan de la mise en oeuvre de programmes ayant les mêmes objectifs que la SCWIST?

Mme Fariba Pacheleh: Merci, madame Duncan.

Oui, dans mon exposé, j'ai mentionné que des progrès sont réalisés en Europe, en Allemagne. De l'excellent travail est également effectué aux États-Unis. L'honorable Kim Campbell a souligné qu'il s'agit d'un des exemples de ce que nous pourrions faire. Beaucoup d'études ont été menées à ce sujet, et nous pourrions commencer à nous en servir. Si cela vous intéresse, je pourrais faire des recherches concernant ce qui se fait en Europe et vous envoyer le lien. Dans ce domaine, ils obtiennent de meilleurs résultats que les Canadiens. Je pourrais commencer par vous transférer le lien immédiatement après cette réunion.

Beaucoup de travail a été fait, et nous pourrions nous en inspirer pour obtenir de bons résultats ici au Canada. Nous avons beaucoup de personnes très intelligentes et de milieux très divers dans notre pays — tant des femmes que des hommes — qui pourraient aider.

Le point que je tiens à souligner de nouveau ici, c'est que nous avons réellement besoin de l'appui des hommes. Sans cela, nous ne réussirons pas à accomplir ce que nous souhaitons accomplir.

Mme Kirsty Duncan: Merci, madame Pacheleh. Si vous pouviez nous fournir des renseignements concernant ce que fait l'Europe et ce que font les États-Unis afin que cela puisse faire partie du rapport, nous vous en serions très reconnaissants. Merci.

Maintenant, je vais me tourner vers vous, madame McLachlan. Vous avez parlé d'une stratégie nationale en matière de logement; merci d'avoir soulevé cette question. Quels éléments aimeriez-vous voir dans une telle stratégie?

Mme Harriett McLachlan: Parmi les éléments précis que j'aimerais voir, il y aurait l'établissement d'objectifs qui pourraient être mesurés dans le cadre d'un échéancier. Nous pourrions organiser une table ronde dans l'ensemble du pays pour déterminer les différences qui existent entre les régions rurales et les régions urbaines et pour comprendre ce qui se passe dans les différents segments de la population. Il est très important d'avoir ces renseignements. Toutefois, je trouve que les programmes et les projets qui sont élaborés ne prévoient pas d'échéanciers mesurables ou de bons plans d'action qui permettent de réaliser les objectifs visés ou d'examiner ce qui a été accompli. De plus, ils ne chargent aucun organisme d'examiner les résultats pour voir là où nous en sommes, pour déterminer les lacunes et pour planifier les interventions de manière à ce qu'elles soient effectuées en coordonnant les efforts de tous les ordres de gouvernement, de tous les secteurs de la société civile, des groupes autochtones et des groupes confessionnels, notamment. Cela doit être le fruit d'une collaboration.

Cela est très important. À mon avis, quand on dit qu'une communauté a besoin de ceci ou de cela, il faut que plusieurs ordres de gouvernement et secteurs de la société civile travaillent ensemble pour régler le problème.

Il est très important que les gens respectent les lois sur les droits de la personne qui sont déjà en vigueur.

• (1030)

Mme Kirsty Duncan: La dernière chose que je vais vous demander, madame McLachlan, c'est s'il y a quelque chose que vous auriez voulu dire au comité aujourd'hui, mais que vous n'avez pas eu l'occasion de dire.

Mme Harriett McLachlan: Y a-t-il quelque chose que j'aurais voulu dire au comité aujourd'hui, mais que je n'ai pas eu l'occasion de dire?

Mme Kirsty Duncan: Quelque chose que vous n'avez pas eu la chance de nous dire.

Mme Harriett McLachlan: Je dirais qu'on ne soutient pas assez d'organisations communautaires qui pourraient travailler très étroitement avec les entrepreneurs. Vous parlez de faire des économies. Les femmes démunies ne peuvent pas faire d'économies. Il faut être réaliste au sujet de certaines de ces choses.

J'aimerais voir le gouvernement fédéral faire preuve de leadership et engager des tables rondes avec divers ordres de gouvernement et divers secteurs de la société civile pour que nous puissions proposer quelque chose.

La stratégie en matière de logement comprend un plan de lutte contre la pauvreté qui a pris deux ans pour être mis au point, que nous allons d'ailleurs bientôt publier et mettre à la disposition des gens. C'est le fruit de deux ans de travail et de consultations. Je ne peux pas vous donner de réponse précise aujourd'hui, mais j'aimerais voir le gouvernement fédéral faire preuve de leadership dans ces dossiers. Nous vivons dans un pays riche, et ce leadership est essentiel. Sans quoi, nous ne pourrions participer à ces formidables programmes d'entrepreneuriat. Nous devons composer

avec des logements en mauvais état et des conditions difficiles. Voilà des besoins essentiels.

Mme Kirsty Duncan: Merci, madame McLachlan.

[Français]

La présidente: Je remercie tous nos témoins. Nous devons conclure notre réunion puisque la sonnerie se fera bientôt entendre pour que nous allions voter.

Madame Pacheleh, s'il y a des informations que vous aimeriez ajouter, vous pouvez toujours les envoyer à la greffière. À ce moment-là, on pourra les partager avec tous les membres du comité. S'il y a autre chose que vous auriez aimé nous dire pour enrichir davantage notre étude, cela sera grandement apprécié que vous le fassiez.

J'aimerais avoir l'attention de tous les membres du comité, car j'ai des informations à transmettre.

C'était notre dernière réunion sur l'étude du leadership économique et la prospérité des Canadiennes. Notre analyste nous préparera un résumé des témoignages et une liste des recommandations qui ont été faites par les différents témoins. Ce sera la première étape. Cela nous aidera dans la rédaction du rapport.

Notre prochaine rencontre aura lieu jeudi prochain, soit le 20 novembre, à la même heure, mais dans la pièce 268. On s'efforcera d'augmenter le chauffage étant donné que l'hiver semble avoir commencé. Nous étudierons alors la prévention de la violence envers les femmes et nous entendrons quatre organismes à cet sujet.

J'aimerais que vous notiez que le Budget supplémentaire des dépenses a été renvoyé au comité le 5 novembre dernier. Les informations à ce sujet vous ont été envoyées par courriel. Pour votre information, la date limite pour en faire rapport à la Chambre est le 5 décembre 2014.

Je remercie encore une fois nos témoins d'avoir comparu devant le comité.

La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>